Anno 1873. | Roma - Sabato, 3 Maggio | Num. 122.

# GAZZETTA UFFICIALE
## DEL REGNO D'ITALIA

ASSOCIAZIONI.

Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento:

| | | Trim. | Sem. | Anno |
|---|---|---|---|---|
| ROMA | L. | 11 | 21 | 40 |
| Per tutto il Regno | » | 13 | 25 | 48 |

Solo Giornale, senza Rendiconti:

| | | Trim. | Sem. | Anno |
|---|---|---|---|---|
| ROMA | L. | 9 | 17 | 32 |
| Per tutto il Regno | » | 10 | 19 | 36 |

Estero, aumento spese di posta.

Un numero separato in Roma, centesimi 10, per tutto il Regno centesimi 15.

Un numero arretrato costa il doppio.

Le Associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI

Annunzi giudiziari, cent. 25. Ogni altro avviso cent. 30 *per linea di colonna o spazio di linea.*

AVVERTENZE.

Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono alla Tipografia Eredi Botta:

In Roma, via dei Lucchesi, n. 4;

In Torino, via della Corte d'Appello, numero 22;

Nelle Provincie del Regno ed all'Estero agli Uffici postali.

**I signori che desiderano di associarsi e quelli ai quali è scaduta col 30 aprile 1873, e che intendono di rinnovare la loro associazione, sono pregati di farlo sollecitamente, per evitare ritardi ed interruzioni nella spedizione del giornale.**

**Raccomandasi di unire la fascia alle lettere di reclamo e di riconferma di associazione.**

**Le domande di associazione e di inserzione con vaglia postale in PIEGO AFFRANCATO o con biglietti di banca in PIEGO AFFRANCATO E RACCOMANDATO, od ASSICURATO, debbono essere indirizzate all'AMMINISTRAZIONE della GAZZETTA UFFICIALE, in Roma, via de' Lucchesi, n. 4.**

# PARTE UFFICIALE

*Il N.* 1344 (*Serie 2ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

*Articolo unico.* Il Governo del Re è autorizzato a dare piena e intera esecuzione alla Convenzione postale tra l'Italia e la Russia, firmata a Pietroburgo il 3|15 giugno 1872 e le cui ratifiche furono scambiate il 14|26 marzo 1873.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 aprile 1873.

VITTORIO EMANUELE.

VISCONTI-VENOSTA.

---

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

A tutti coloro che le presenti vedranno, salute.

Una Convenzione postale essendo stata conchiusa tra il Regno d'Italia e l'Impero di tutte le Russie, e dai rispettivi Plenipotenziari sottoscritta a Pietroburgo il 15|3 giugno del corrente anno mille ottocento settantadue;

Convenzione del tenore seguente:

Sa Majesté le Roi d'Italie et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animés d'un commun désir d'améliorer le service des correspondances entre les deux Etats ont résolu de conclure une convention postale et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie: le Chargé d'Affaires à St-Pétersbourg, Maurice Baron Marochetti, Chevalier de l'Ordre des Ss. Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre de Ste Anne de 3me classe de Russie, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Chevalier de l'Ordre du Lion de Zaehringen de Bade,

et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies: Son Aide de camp Général, Général de Cavalerie, Ministre de l'Intérieur, Membre du Conseil de l'Empire, Alexandre Timaschew, Chevalier des Ordres de Russie: de St-Alexandre Nevsky, de l'Aigle Blanc, de St-Vladimir de 2me classe, de Ste-Anne de 1re classe, surmonté de glaives, de St-Stanislas de 1re classe, Grand Croix des Ordres étrangers du Dannebrog du Danemark, de l'Epée de Suède, etc., etc., etc.,

Son Conseiller Privé, Directeur du Département des Postes, Baron Jean Velho, Chevalier des Ordres de Russie: de l'Aigle Blanc, de St-Vladimir de 2me classe, de Ste-Anne de 1re classe, de St-Stanislas de 1re classe, Commandeur des Ordres étrangers: d'Albert le Valeureux de Saxe, de Léopold de Belgique, du Medjidié de Turquie, etc.;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit:

Art. 1. Il y aura, entre l'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de Russie, un échange périodique et régulier de correspondances originaires des Etats respectifs, ou provenant des pays auxquels les Administrations des postes des parties contractantes peuvent servir d'intermédiaire.

Art. 2. Cet échange pourra être effectué par terre en dépêches closes ou par mer.

Toute correspondance devra être expédiée par la voie par laquelle il est à présumer qu'elle pourra parvenir le plus promptement à sa destination. Dans le cas où l'envoyeur indiquerait la voie par laquelle il désire que sa correspondance soit acheminée, celle-ci doit être expediée de la manière indiquée, en tant que faire se peut.

Art. 3. Les stipulations de la présente Convention s'appliqueront à tout le territoire du Royaume d'Italie et à toutes les parties intégrantes de l'Empire de Russie, y compris le Grand Duché de Finlande.

Art. 4. Le service des correspondances comprend les lettres, les imprimés de toute nature et les échantillons des marchandises.

Aucun des objets ci-dessus mentionnés ne peut être d'un poids supérieur à 250 grammes, ni porter une déclaration de valeur.

Art. 5. La taxe des correspondances sera calculée en raison de port simples.

Chaque port simple équivaut:

pour les lettres, à 15 grammes ou fraction de 15 grammes;

pour les imprimés et les échantillons de marchandises, à 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

Toutefois, les deux Administrations sont autorisées, lorsqu'elles en reconnaîtront la nécessité, à adopter d'un commun accord, et en voie provisoire, une échelle de poids autre que celle fixée par le présent article.

Art. 6. La taxe d'une lettre expédié de l'Italie en Russie et de Russie en Italie est fixée:

à 50 centimes par port simple, si elle est affranchie;

à 70 centimes par port simple, si elle n'est pas affranchie.

Les lettres insuffisamment affranchies seront traitées comme celles non affranchies, et taxées comme telles, sauf déduction de la valeur des timbres poste et enveloppes timbrées employés.

Art. 7. Les imprimés de toute nature et les échantillons de marchandises, expédiés d'un pays dans l'autre, devront être affranchis à raison de 10 centimes par port simple.

Sous la dénomination « imprimés » sont comprises toutes les reproductions obtenues par la typographie, la lithographie, la métallographie, et autres procédés mécaniques. Sont toutefois exceptées les reproductions obtenues au moyen de machines à copier ou de décalque.

Les imprimés et les échantillons de marchandises devront être expédiés sous bande, ou autrement, mais de manière à ce qu'il soit facile d'en vérifier le contenu.

Il n'est admis sur les imprimés d'autres indications manuscrites que l'adresse du destinataire, la signature de l'envoyeur, la désignation du lieu et de la date de l'expédition, et les correction relatives à la composition faites aux épreuves d'imprimerie.

Les échantillon de marchandises ne doivent avoir aucune valeur marchande et ne porter d'autres indication manuscrites que l'adresse du destinataire, la marque de fabrique ou la raison sociale de l'envoyeur, les numéros d'ordre et les prix.

Ces envois doivent être conformes aux réglements douaniers de chaque pays.

Les imprimés et les échantillons de marchandises portant des indications manuscrites non autorisées, ceux non affranchis ou insuffisamment affranchis, soit, en général, ceux qui ne remplissent pas les condition voulues, seront traités et taxés comme lettres ordinaires.

Art. 8. Toute lettre expédiée d'Italie en Russie, et réciproquement de Russie en Italie, est admise à la recommandation, et l'envoyeur peut, en outre, demander qu'il lui soit fourni un récépissé de retour du destinataire.

Pour la recommandation l'envoyeur devra payer, outre la taxe d'une lettre ordinaire affranchie selon son poids, un droit fixe de 30 centimes en Italie et de 25 centimes en Russie.

Si le récépissé de retour est demandé, l'envoyeur devra payer un autre droit fixe de 20 centimes en Italie et de 25 centimes en Russie. Le récépissé sera renvoyé franc de port le plus tôt possible.

La recommandation sera admise, autant que faire se pourra, pour les lettres à destination des pays auxquels les Administrations des postes des Etats contractants pourront servir d'intermédiaire.

Art. 9. Les correspondances mal adressées, ou mal dirigées, ou adressées à des destinataires ayant changé de résidence, doivent être, sans aucun délai, réexpédiées à destination par la voie la plus rapide et ne sont passibles du chef de cette réexpédition, d'aucune surtaxe pour compte de l'un ou de l'autre des Etats contractants.

Les correspondances tombées en rebut seront réciproquement renvoyées.

Art. 10. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le transit, soit en dépêches closes, soit à découvert, sur leur territoire, des correspondances de toute provenance auxquelles l'Italie et la Russie respectivement peuvent servir d'intermédiaire.

Le prix du transit est fixé:

En dépêches closes, à 30 centimes par 30 grammes de lettres, et à 1 franc par kilogramme d'imprimés et d'échantillons de marchandises;

À découvert, à la taxe internationale italorusse augmentée des droits à payer aux Administrations étrangéres non intermédiaires.

Ces prix seront calculés d'aprés le poids net des correspondances, à l'exclusion de la correspondance de service, des pièces de comptabilité, des correspondances mal dirigées et des rebuts.

Les correspondances transitant par les deux Etats, tant à decouvert qu'en dépêches closes, doivent remplir toutes les conditions spécifiées pour le correspondances italo-russes.

Art. 11. La perte d'une lettre recommandée impose à l'Administration des postes du pays d'origine l'obligation de payer à l'envoyeur une indemnité de 50 francs, sauf à la réclamer, s'il y a lieu, auprès de l'office dans le service duquel la perte a eu lieu.

Dans le cas où la perte a eu lieu dans le service de l'un des pays intermédiaires, les Administrations des postes des Etats contractants supporteront par moitié le paiement de l'indemnité.

L'indemnité doit être payée à l'envoyeur, ou, en son absence, au destinataire, dès que la perte aura été dûment constatée. L'envoyer pourra, par une simple procuration par écrit, transférer au destinataire son droit à l'indemnité.

L'obligation de payer l'indemnité cesse:

*a*) Si la déclaration de la perte n'a pas été formulée dans un délai d'un an, à partir du jour où la consignation a été faite; et

*b*) Lorsque la perte a eu lieu en dehors du territoire des deux Parties contractantes et de celui des Etats intermédiaires; toutefois les Administrations des postes des Etats contractants se chargent, dans ce cas, de faire gratuitement toutes les démarches utiles dans l'intérêt du réclamant.

Art. 12. Le produit des taxes perçues sera partagé par moitié entre l'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de Russie.

Les droits fixes de recommandation et d'envois de récépissés de retour seront acquis à l'Administration qui les aura perçus.

Les frais de transit intermédiaire seront supportés en parties égales par les deux Administrations. Ces frais seront toutefois réglés et acquittés par les soins de celle des deux Administrations qui aura obtenu des offices intermédiaires les conditions de transit les plus avantageuses.

L'Administration qui aura soldé la totalité de ces frais sera remboursée de la moitié par l'autre Administration.

Art. 13. L'Administration des postes d'Italie et l'Administration des postes de Russie dresseront chaque trimestre les comptes résultant de la transmission des correspondances en vertu des dispositions de la présente Convention.

Ces comptes seront dressés en francs et centimes et arrêtés contradictoirement. La liquidation de leur solde se fera sans retard.

Les taxes et les droits seront perçus et les indemnités payées par chacun des Etats contractans en monnaie légale du pays, le franc équivalant à *una lira* italienne et à un quart de rouble argent, le centime à *un centesimo* et à un quart de kopek argent, et les fractions de kopek étant considérées comme kopek entier.

Art. 14. Les Administrations des postes des Etats contractants se communiqueront réciproquement et dans le plus bref délai, pour leur governe respective, les règlements et autres renseignements concernant l'exécution de la présente Convention, tels que lois, arrêtés et décrets qui régissent l'entrée et la circulation des imprimés de toute nature, etc. etc.

Art. 15. Les bureaux d'échange, la direction des correspondances, ainsi que tous les détails de service, de la comptabilité et de la transmission des correspondances officielles, les cas exceptionnels où les deux Offices pourront, indépendamment de la présente Convention, avoir recours au moyen actuel de transmission des correspondances à découvert, par l'intermédiaire d'autres Etats, le délai après lequel devront être renvoyées les correspondances tombées en rebut, les conditions spéciales du transit, etc., seront indiquées et déterminées par un Règlement d'exécution, élaboré d'un commun accord par les soins des Administrations des postes des Etats contractants, lesquelles pourront en tout temps, lorsqu'elles en reconnaîtront l'opportunité, augmenter les moyens d'échange et modifier les formalités de service.

Art. 16. Les Administrations des postes des Etats contractants sont autorisées à introduire, lorsqu'elles le jugeront convenable, le service des abonnements aux journaux et revues, des mandats de poste, l'échange des cartes correspondances, et autres objets de la poste aux lettres, et d'en déterminer les conditions par des règlements spéciaux.

Art. 17. Toutes les adresses et suscriptions des correspondances, ou du moins la partie essentielle de leur texte, ainsi que des dépêches, sacs et valises, devront être faites en langue française.

Exceptionellement l'emploi exclusif de la langue nationale des pays respectifs est admis pour les timbres poste, les enveloppes timbrées, les timbres, les cachets et les signes sur les objets de matériel servant au transport des correspondances.

Art. 18. La présente Convention entrera en vigueur à partir du jour dont les deux Administrations postales conviendront, et demeurera obligatoire aussi longtemps que l'une des Parties contractantes n'en aura pas dénoncé la résiliation une année d'avance.

Art. 19. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications respectives seront échangées à St Pétersbourg dans l'espace de deux mois après la signature.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs, l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à St-Pétersbourg, le 15|3 juin de l'an de grâce mil huit cent soixante douze.

(L. S.) MAURICE BARON MAROCHETTI.

(L. S.) ALEXANDRE TIMACHEFF.

(L. S.) BARON JEAN VELHO.

Noi avendo veduto ed esaminato la qui sovrascritta Convenzione, ed approvandola in ogni e singola sua parte, l'abbiamo accettata, ratificata e confermata, come per le presenti l'accettiamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo di osservarla e di farla inviolabilmente osservare. In fede di che Noi abbiamo firmato di Nostra mano le presenti lettere di ratificazione e vi abbiamo fatto apporre il Nostro Reale sigillo.

Date a Torino, addì primo del mese di agosto, l'anno del Signore mille ottocento settantadue, vigesimo quarto del Nostro Regno.

VITTORIO EMANUELE.

Per parte di Sua Maestà il Re
*Il Ministro, Segretario di Stato per gli Affari Esteri*
VISCONTI-VENOSTA.

---

*Il Numero* DI (*Serie 2ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto l'articolo 31 della legge 6 luglio 1862, n. 680;

Vedute le deliberazioni della Camera di commercio ed arti di Cagliari del 5 marzo 1872;

Veduto il Nostro decreto 4 agosto 1872, numero CCCXCII;

Udito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

*Articolo unico.* Il diritto proporzionale contemplato nell'articolo 1 del Nostro Reale decreto 4 agosto 1872, n. CCCXCII, sarà percepito nella misura di centesimi 12 per ogni tonnellata pel minerale di piombo e di rame, e in quello di centesimi 15 per ogni tonnellata pel piombo in pani e rottami.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 dicembre 1872.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.

---

*Il Numero* DVIII (*Serie 2ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Veduto il testamento in data del 22 settembre 1823, col quale la nobil donna Giacinta Pacifici in De Magistris legava tutti i suoi beni, così posseduti in proprio come provenienti per eredità del defunto suo marito, a vantaggio dei suoi concittadini di Sezze, per la fondazione ed il mantenimento nella detta città di due istituti di istruzione maschile e femminile, e per lo stabilimento di capi d'arte nella forma e colle condizioni che sono espressamente dichiarate nel testamento e nei fogli d'istruzione posteriormente inserti nel medesimo, e che essa vol'e in ogni tempo osservate e mantenute;

Veduto il decreto, in data 6 maggio 1831, del cardinale prefetto della Sacra Congregazione degli studi, col quale si davano ordini per l'amministrazione del detto lascito e per l'esecuzione delle disposizioni testamentarie;

Veduta la relazione, in data 22 novembre 1872, del R. Provveditore agli studi per la provincia di Roma, dalla quale risulta che l'attuale Consiglio di amministrazione del lascito in parte non ha eseguita, ed in altra parte ha eseguita malamente la volontà della pia testatrice, facendo inoltre provvedimenti che sono espressamente vietati dal testamento, e pei quali nel testamento stesso è formalmente dichiarata la decadenza del detto Consiglio dal proprio mandato;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. L'attuale Consiglio d'amministrazione del lascito Pacifici De Magistris in Sezze è sciolto.

Art. 2. L'Amministrazione del detto lascito e la direzione delle istituzioni che ne dipendono, finchè non vengano emanati provvedimenti definitivi a termini di legge, sarà affidata ad un commissario straordinario da nominarsi da Noi su proposta del Ministro della Pubblica Istruzione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 5 gennaio 1873.

VITTORIO EMANUELE.

A. SCIALOJA.

---

*Il Numero* DX (*Serie 2ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE RE D'ITALIA

Visti gli atti costitutivi e lo statuto della Società avente a scopo di farsi mediatrice per gli affari relativi alla costruzione di strade ferrate a cavalli, e anche di assumere essa stessa tali costruzioni, sedente in Firenze col titolo di *Società Generale per le strade ferrate a cavalli in Italia*;

Visto il titolo VII, libro I, del Codice di commercio;

Visti i RR. decreti 30 dicembre 1865, numero 2727, e 5 settembre 1869, n. 5256;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Società anonima per azioni al portatore, denominatasi *Società Generale per le strade ferrate a cavalli in Italia*, sedente a Firenze ed ivi costituitasi per istromento pubblico del 6 settembre 1872, rogato F. Malenotti, contenente inserto il verbale dell'adunanza generale dei soci 31 luglio 1872, a cui sta unito lo statuto sociale, è autorizzata, e lo statuto medesimo è approvato colle modificazioni prescritte dall'articolo 2 di questo decreto.

Art. 2. Le modificazioni da farsi allo statuto della Società sono le seguenti:

*a*) In fine dell'articolo 9 sono aggiunte le parole « salvo il disposto dell'articolo 110 del Codice di commercio. »

*b*) Nell'art. 21 dopo le parole « sotto la dipendenza del Consiglio d'amministrazione » sono inserite queste: « è affidata al direttore generale, il quale potrà essere scelto fra i membri del Consiglio d'amministrazione. »

*c*) Nell'art. 25, alle parole « possessori di dieci azioni » son sostituite le parole « possessori di una o più azioni. »

*d*) Nell'art. 26, alle parole « portatore di dieci azioni » sono sostituite le parole « portatore di una o più azioni fino a dieci. »

*e*) Nell'art. 27, dopo le parole « e sarà valida, » sono inserite queste: « limitativamente agli oggetti posti all'ordine del giorno della prima convocazione. »

*f*) Nell'art. 31, dopo le parole « Codice di commercio, » sono aggiunte queste: « articolo 148. »

*g*) In fine dell'art. 32 sono aggiunte queste parole: « Il bilancio, appena approvato dall'assemblea generale, sarà pubblicato e trasmesso in copia al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio. »

*h*) Nell'art. 36, dopo le parole « ed in seguito alla approvazione del Governo, » sono inserite queste: « per le deliberazioni sulle modificazioni dello statuto è necessario che concorra la maggioranza di due terzi almeno dei voti, e che gli intervenuti, trattandosi di prima convocazione, rappresentino almeno un quarto del capitale sottoscritto. »

Art. 3. La Società contribuirà nelle spese per gli uffici d'ispezione per annue lire 150, pagabili a trimestri anticipati.

Ordiniamo che il presente decreto, munito

del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 gennaio 1873.

VITTORIO EMANUELE.

CASTAGNOLA.

---

*S. M. si è degnata nominare nell'Ordine della Corona d'Italia:*

Sulla proposta del Ministro dell'Interno, con decreti del 26 marzo 1873:

A commendatore:

Prinetti cav. Carlo, presidente del Consiglio degli Orfanotrofi di Milano.

Ad uffiziale:

Currò cav. Rosario, di Catania;

Bautier de Mongeot cav. avv. Antonio, consigliere della provincia di Parma;

Da Zara cav. Moise, sindaco del comune di Maserà;

Monaco cav. dott. Felice, id. di Vercelli;

Mami cav. Pietro, id. di Cesena;

Mariani cav. Francesco Achille, luogotenente colonnello dei RR. carabinieri.

A cavaliere:

Taruffi dott. Adriano, capitano della guardia nazionale di Firenze;

Gai Angiolo, sindaco del comune di Porta Lucchese;

Barderi Filippo, già sindaco del comune di Cisano;

Boracchia not. Paolo, sindaco del comune di Spezia;

Ciuffardi Antonio, id. di Riccò;

Emanuelli dott. Matteo, id. di Serravezza;

Sacerdotti dott. Leone;

Bernocco Giuseppe, sindaco del comune di Piozzo;

Bellone avv. Giovanni, membro del Consiglio provinciale di Cuneo;

Garneri Antonio, sindaco del comune di Scarnafigi;

Trentini Luigi Alberto, ff. di sindaco del comune di Ferrara;

Ajala Leto Sebastiano, sindaco del comune di Castrogiovanni;

Zunini dott. Giovanni, medico delle carceri di Savona;

Dall'Olio Giuseppe, sindaco del comune di Anzola;

Venturi dott. Gio. Massimo, id. di Crespellano;

Salvigni Carlo, consigliere del comune di Imola;

Zanardini Bortolo, sindaco del comune di Pisogne;

Bianchi Giuseppe, id. di Collio;

Bonaffini canonico Gaetano, di Mazzarino;

Sulla proposta del Ministro Guardasigilli, con decreto del 4 aprile 1873:

A cavaliere:

De Paola cav. Ignazio, consigliere della Corte d'appello di Catania.

Sulla proposta del Ministro della Marina, con decreto del 16 aprile 1873:

A commendatore:

Penco comm. Niccolò, direttore generale, membro del Consiglio Superiore di Marina.

---

*S. M. in udienza del 23 gennaio, 16 febbraio e 4 e 24 aprile 1873 si è degnata concedere il Sovrano* Exequatur *ai signori:*

Greco Pasquale, viceconsole della Repubblica di S. Marino in Lecce;

Anselmi Giuseppe, console della Repubblica del Venezuela in Napoli;

Albergati Francesco, console d'Austria-Ungheria in Bologna;

Baratta Francesco, console della Repubblica del Chilì in Genova;

Battaglini Niccola, id. id. id. Venezia;

Broccoli Angelo, id. id. id. Napoli;

Palumbo Giacinto, viceconsole della Repubblica Argentina in Reggio di Calabria;

Youssouf Z ky Effendi, console di Turchia in Messina;

Hacayama Giorgio, console generale del Giappone in Venezia;

Ferroni Carlo, console del Belgio in Ancona;

Roester Franz Adolfo, console della Repubblica del Salvador in Roma;

Palombo Achille (di Achille), id. id. id. Napoli;

Quercioli Gerardo, id. id. id. Palermo.

*Con decreti Ministeriali in data 10 e 26 marzo 1873 fu parimente concesso l'*Exequatur *ai signori:*

Wagner (Raoul), agente viceconsole di Francia in Porto Maurizio;

Noble Enrico, agente consolare degli Stati Uniti d'America in Torino;

Verdura Francesco, console di Persia in Genova.

---

*Nomine e disposizioni avvenute nel personale di stato maggiore generale ed aggregati della Regia Marina:*

Con Regi decreti 16 aprile 1873:

Amoretti Giovanni, sottotenente di vascello nello stato maggiore generale della R. Marina, collocato a riforma in base alle leggi 3 luglio 1871, n. 330, e 1° giugno 1872, n. 848, a far tempo dal 1° giugno 1873;

Panizzardi Antonio, id. in aspettativa, id. id.;

Gotelli Natale, sottotenente nel corpo Real fanteria marina, id. id.;

Gargano Luigi, sottocommissario di 3ª classe nel corpo di commissariato militare marittimo, trasferto nel personale dei contabili di magazzino e nominato aiutante contabile di 1ª classe, dal 1° giugno 1873;

De Guyzneta Gaetano, aiutante contabile di 1ª classe nel personale dei contabili di magazzino della R. Marina, trasferto nel corpo di commissariato militare marittimo e nominato sottocommissario di 3ª classe, dal 1° giugno 1873;

Fiorani Filippo, medico di fregata di 2ª classe nel corpo sanitario militare marittimo, concesso l'aumento paga in L. 600 per compiuto quinquennio nel grado, dal 16 maggio 1873;

Falciani Giovanni, id. id., id. id.;

Accardi Stefano, medico di corvetta di 1ª classe id., concesso l'aumento paga in L. 380 id.;

Tallaro cav. Alessandro, maggiore nel corpo R. fanteria marina, revocato il R. decreto 20 marzo 1873 col quale il succitato uffiziale superiore dall'aspettativa veniva richiamato in attivo servizio, e collocato invece a riposo per anzianità di servizio in base all'articolo 4 della legge 26 marzo 1865, dal 1° maggio 1873.

Con Regi decreti 24 aprile 1873:

Cafiero Gennaro, luogotenente di vascello di 2ª classe nello stato maggiore generale della R. Marina, collocato a riforma in base alle leggi 3 luglio 1871, n. 330, e 1° giugno 1872, numero 848, a far tempo dal 16 maggio 1873;

Appolloni Alessandro, medico di corvetta di 2ª classe nel corpo sanitario militare marittimo, revocato e considerato come non avvenuto il Regio decreto 26 marzo 1873 che lo nomina come sopra.

---

*Elenco di disposizioni fatte nel personale degli Archivi notarili con decreti di cui infra:*

Con decreto Ministeriale 24 marzo 1873:

Dalla Riva Luigi, coadiutore nell'Archivio notarile di Padova, nominato cancelliere e cassiere dell'Archivio notarile di Bassano;

Vuscovich Luigi, scrittore nell'Archivio notarile di Vicenza, nominato coadiutore nell'Archivio notarile di Padova;

A Maresca Gaetano, ufficiale nell'Archivio notarile di Catanzaro, è prorogata di altri quattro mesi l'aspettativa concessagli per motivi di salute con decreto Ministeriale 8 agosto 1872.

Con R. decreto 26 marzo 1873:

Rosi Antonio, già portiere della presidenza degli Archivi di Roma, in disponibilità per soppressione d'ufficio, ed applicato alla procura generale presso la Corte d'appello di Roma, collocato a riposo a far tempo dal 1° aprile 1873 ed ammesso a far valere i titoli alla pensione che a termine di legge gli può competere.

Con decreto Ministeriale 31 marzo 1873:

Mani Pasquale, inserviente nel Ministero di Grazia e Giustizia, nominato terzo custode nel pubblico generale Archivio dei contratti di Firenze.

---

*Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con R. decreto del 30 marzo 1873:*

Nicati Raffaele, già giudice processante del tribunale criminale del Vicariato di Roma in disponibilità per soppressione d'uffizio, collocato a riposo a sua domanda;

Cogo Paolo, giudice del tribunale di Torino, id. con grado e titolo di vicepresidente di tribunale.

---

*Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con decreto del 2 aprile 1873:*

Pomodoro cav. Saverio, presidente del tribunale civile e correzionale di Cosenza, tramutato in Catanzaro;

Romano Vincenzo, vicepresidente incaricato di reggere la presidenza del tribunale di Rossano, è tramutato in Cosenza con le stesse funzioni;

Soleri Alessandro, giudice del tribunale civile e correzionale di Torino, è nominato vicepresidente di quello stesso tribunale;

Ghesio Giuseppe, id. di Cuneo, tramutato in Torino;

Matteoda Luca, id. incaricato della istruzione dei processi penali, id. rimanendo dispensato dall'incarico della istruzione;

Chianea Francesco, id. di Cuneo, incaricato della istruzione dei processi penali presso quello stesso tribunale;

Basile Basile Emanuele, id. di Mondovì, tramutato in Torino;

Clerici Angelo, id. di Taranto, id. in Cuneo;

Andreis Giovanni, giudice supplente del tribunale di commercio di Messina, dispensato dal servizio in seguito a sua domanda;

Cuomo Gennaro, id., id.;

Puglisi Francesco, commerciante, nominato giudice supplente del tribunale di commercio di Messina fino a tutto il 1874;

Ainis Enrico fu Gaetano, id., id. pel triennio a tutto il 31 dicembre 1875.

---

*Elenco di disposizioni fatte nel personale dei notai con decreti del 2 aprile 1873:*

Ramazzotti Gio. Battista, notaio nell'isola di Sardegna con residenza in Tempio, è autorizzato a trasferire la sua residenza nel comune di Sassari;

Archieri dott. Ferrante, notaio residente nel comune di Ponte dell'Olio, traslocato nel comune di Monticelli;

Scaroni dott. Gaetano, id. di Roverbella, id. di Moglia di Gonzaga;

Menselise Massimiliano, notaio in Sassuolo indi traslocato a Moglia di Gonzaga, id. Roverbella;

Braida Francesco, id. di Grugliasco, id. Moncalieri;

Angley Vittorio, id. Moncalieri, id. Grugliasco;

Dugi dott. Ottorino, notaio aspirante, nominato notaio di rogito limitato alla città di Livorno;

Bizzarri Carlo, candidato notaio, nominato notaio con residenza nel comune di Capistrello;

Crisafulli Giuseppe Salvatore, id., id. di Savoca;

Sartini Giuseppe, già notaio di numero pel circondario in tribunale di Pistoia con residenza in Pescia indi decaduto, è nuovamente nominato notaio di numero pel detto circondario colla medesima residenza;

Monarchi Enrico, candidato notaio, è nominato notaio con residenza in Capo di Monte;

Nardini dott. Gio. Battista, id., id. Santo Stefano del Comelico;

Alvisi Luigi, id., id. Dozza;

Boccaglini dott. Bellino, id., id. Polesine.

---

## MINISTERO
### DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

**Concorso alla cattedra di chimica agraria nel R. Museo industriale italiano in Torino.**

È aperto un concorso per titoli e per esame alla cattedra di chimica agraria vacante nel Reale Museo industriale italiano in Torino, alla quale è annesso lo stipendio annuo di lire cinquemila. Al titolare è affidata anche la direzione della stazione sperimentale agraria di Torino.

Gli aspiranti debbono presentare i loro titoli non più tardi del quindici del prossimo mese di maggio al Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio in Roma.

Sono ammessi al concorso:

*a*) Coloro che sono licenziati da un istituto o scuola superiore, oppure sono muniti della laurea in scienze fisico-matematiche, fisico-chimiche o storia naturale, e che provino di avere atteso praticamente agli studi di chimica generale e di chimica applicata;

*b*) Coloro ai quali è affidato presentemente l'insegnamento della chimica in una scuola od istituto governativo o pareggiato.

L'esame comprenderà quattro prove: la prima consisterà in una memoria da scriversi in non più di sei ore, intorno ad un tema determinato dalla Commissione giudicante; la seconda in una lezione da pronunciarsi in pubblico della durata di quarantacinque minuti, sopra un tema estratto a sorte quattro ore prima della lezione, tra altri dodici appositamente redatti dalla Commissione predetta; la terza prova consisterà in una conferenza tra il candidato e la Commissione; e la quarta in un esercizio di laboratorio a piacimento della Commissione esaminatrice.

I concorrenti dovranno dichiarare nella domanda se intendono concorrere per soli titoli o anche per esame.

L'esame si farà in Roma e sarà partecipato ai concorrenti per esame i giorni in cui esso avrà luogo.

Roma, addì 3 marzo 1873.

*Il Direttore della 4ª Divisione*
CASAGLIA.

---

## DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
(1ª *pubblicazione*).

Venne domandata la traslazione di una rendita di lire 60 del consolidato cinque per cento iscritta presso la cessata Direzione del Debito Pubblico in Napoli in favore di *Barbera Nicola fu Angelo*, e di cui al certificato num. 35194; ma siccome dal relativo attergato di cessione 20 marzo p. p. per trovarsi in parte lacerato non emerge se il cognome del cessionario sia veramente quello del signor *Caccavale Paolo* di Francesco, come si asserisce nella domanda autenticata, e nella dichiarazione dal medesimo emessa li 8 corrente presso la prefettura di Napoli;

Si diffida chiunque possa avere interesse in riguardo a tale rendita, che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, non intervenendo opposizioni, verrà eseguita la chiesta traslazione.

Firenze, 23 aprile 1873.

*L'Ispettore Generale:* CIAMPOLILLO.

---

## DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
(1ª *pubblicazione*).

Si è denunciato dal sig. Mazzarelli Giuseppe di Pietro lo smarrimento della ricevuta segnata col n. 516, rilasciatagli dalla succursale della Banca Nazionale, sedente in Cuneo, per deposito da esso fatto della cartella al portatore di vecchia emissione del consolidato 5 0[0], iscritta sui registri della cessata Direzione speciale di Napoli e segnata col n. 24314, della rendita di lire 10, per essere commutata in altra di nuova emissione di egual rendita, con richiesta che gli sia consegnato il nuovo titolo

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, ove non intervengano opposizioni, sarà senza altro consegnata al suddetto sig. Mazzarelli Giuseppe la nuova cartella, restando di niun valore la ricevuta denunziata smarrita.

Firenze, 19 aprile 1873.

*L'Ispettore Generale:* CIAMPOLILLO.

---

## DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
(3ª *pubblicazione*).

È stata chiesta la divisione ed il tramutamento di parte della rendita di lire 65 iscritta sul Gran Libro del consolidato 5 0[0] presso la cessata Direz. di Napoli sotto il n. 91800 a favore di Cardillo Raffaele, Luigi ed Annunziata fu Antonio, minori, sotto l'amministrazione di Maria Stasio loro madre, ecc., allegandosi l'identità delle persone medesime con quelle di Cardillo Raffaela, Luigi ed Annunziata fu Antonio, quest'ultima tuttavia minore sotto l'amministrazione di Maria Stazio, ecc.

Si diffida chiunque possa avere interesse a detta rendita, che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione, e non intervenendo opposizioni, si farà luogo alle domandate operazioni.

Firenze, 30 marzo 1873.

*L'Ispettore Generale:* CIAMPOLILLO.

---

## DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO
(3ª *pubblicazione*).

È stato chiesto il tramutamento delle due iscrizioni accese presso la cessata Direzione di Napoli, a favore di Schiavo Carmine fu Nicola, l'una sotto il n. 40261 per L. 15, l'altra sotto il n. 56251 per L. 5, allegandosi l'identità della persona del titolare con quella di Schiavo Carmina ecc.

Si diffida chiunque possa avere interesse a dette rendite, che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, e non intervenendo opposizioni, si farà luogo al chiesto tramutamento.

Firenze, 30 marzo 1873.

*L'Ispettore Generale:* CIAMPOLILLO.

---

## CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
**presso la Direzione Generale del Debito Pubblico**

In conformità al disposto dell'articolo 21 del Regio decreto regolamentario 31 marzo 1864 numero 1725 per la esecuzione della legge 24 gennaio stesso anno numero 1636 sull'affrancamento dei canoni enfiteutici ed altre prestazioni dovute a corpi morali, si deduce a pubblica notizia, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato dichiarato lo smarrimento dei tre certificati di affrancazione infradesignati saranno rilasciati altri corrispondenti titoli ove non siano state fatte opposizioni un mese dopo la pubblicazione del presente e resteranno di nessun effetto i tre certificati precedenti

Certificati segnati coi numeri 625, 626 e 2028 della complessiva annualità di lire 7 40 rilasciati li 26 maggio e 19 dicembre 1865 dalla cessata Cassa dei depositi e dei prestiti di Milano a favore del comune di Albiolo (circondario di Como) quali parti di affrancazioni di annui canoni dovuti al titolare comune da Soldini Pietro come da rogito Binda 16 ottobre 1864, da Salvadi Angelo come da rogito Binda 18 dicembre 1864, e da Tallacchini Giovanni, come da rogito Somigliana 16 luglio 1865.

Firenze, 28 aprile 1873.

Per il Direttore Capo di Divisione
M. GIACHETTI.

Per il Direttore Generale
CERESOLA.

---

## CASSA DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI
**presso la Direzione Generale del Debito Pubblico**

In ordine al prescritto dell'art. 146 del vigente regolamento approvato con R. decreto 8 ottobre 1870, n. 5943, si fa noto per tutti gli effetti di ragione che quest'Amministrazione ha provveduto alla restituzione a chi di diritto del deposito appresso notato dichiarando divenuta nulla e di nessun valore la ricevuta che lo rappresentava.

Deposito di lire 1555 55 fatto da Ferrabini Antonio controllore presso l'Ufficio di Commisurazione in Cremona, come dalla ricevuta n. 44 proveniente dal già fondo di ammortizzazione Lombardo-Veneto.

Firenze, 25 aprile 1873.

Per il Direttore Capo di Divisione
M. GIACHETTI.

Per il Direttore Generale
CERESOLA.

# PARTE NON UFFICIALE

## NOTIZIE VARIE

Domenica prossima 4 del corrente la R. Accademia dei Lincei terrà pubblica tornata nella sua residenza in Campidoglio a un'ora pomeridiana.

P. VOLPICELLI *Segretario.*

— Leggiamo nella *Gazzetta di Spezia*:

Abbiamo avuto occasione d'osservare le due eleganti colubrine antiche in bronzo, che la R. Marina fece acquistare a Tunisi per ornarne la sala d'armi.

Esse sono opera italiana, ed entrambe di pregiato lavoro; ma la più rimarchevole è quella fusa a Firenze. Dalla bocca sino alla metà della sua lunghezza essa è lavorata a scannellature a guisa di snella colonna; e l'altra metà è qua e là rabescata di graziosi fregi.

La bocca della colubrina è formata da un bellissimo lavoro ad alto rilievo, in cui frammezzo a ricchi ornati spiccano alcuni puttini di egregia fattura, terminanti a coda di delfino. Va pure notata una Santa che sostiene con una mano un modello di chiesa, e che noi crediamo possa raffigurare la patrona della città di Firenze.

Nella parte superiore della colubrina, quasi a mo' di due orecchioni, posano due leoncini che addentano una palla, e sotto si vede scolpito lo stemma della casa dei Medici colle sette palle; più in giù si leggono le seguenti parole:

OPUS COSMÆ CENII FLOR.
FER. II. ETRVR. V. MAG. DVCE.
CDDCXXXXIII.

*Opera di Cosmo Ceni fiorentino — regnando Ferdinando II. 5° Gran Duca di Toscana* 1643.

Nel cerchio superiore alla culatta sta impresso a carattere corsivo: *Ultimo N.* 521 § 17,800; ed in fondo alla stessa staccasi di pieno getto una magnifica testa di leone.

Tanti lavori e tanti fregi danno a questo prezioso cannone l'aspetto di un ricco oggetto d'arte fatto per dilettare la vista, anzichè di un bellico strumento destinato a recare la strage e la morte.

L'altra colubrina è più corta di un terzo e venne condotta con maggiore sobrietà di ornamenti; non manca però d'avere nella parte superiore vari fregi, tra cui abbiamo rimarcato due superbe Fame che sostengono la scritta: *F. N*co *Mazzaroli*, e più in alto un bel leone di San Marco, effigiato a basso rilievo. Sulla bocca fu impressa la data 1669.

Questi due saggi dell'artiglieria antica, maravigliosamente conservati, se si pensa alle peripezie passate nei 200 anni e più di loro vita, sono interessanti per la storia dell'arte e fanno splendida testimonianza della valentia dei padri nostri.

Sia dunque lode al Ministero della Marina che ebbe il felice pensiero di riscattare dai barbareschi, e ritornare in patria due insigni capi d'arte.

# DIARIO

Alla Camera inglese dei Comuni, formatasi in Comitato dei sussidi, il signor W. Smith fece questa mozione: « Prima di deliberare sopra una riduzione ulteriore delle contribuzioni indirette, abbiasi a esaminare se non fosse conveniente che la Camera ricevesse comunicazione delle mire del governo, relative al mantenere in Inghilterra la contribuzione diretta e locale. »

Svolgendo la sua proposta, l'oratore disse che erano esagerate le considerazioni sulle quali si appoggiava il cancelliere dello scacchiere per provare che vi sarà una eccedenza nelle entrate. Anzitutto, disse il signor Smith, importa che la Camera conosca esattamente le mire del governo a questo riguardo.

Gli rispose il signor Lowe cancelliere dello scacchiere, dichiarando di voler cogliere questa opportunità per far osservare che il governo deve esser lasciato libero di procedere alla riduzione delle contribuzioni indirette, dacchè esso già espose i suoi divisamenti sul mantenimento e regolamento delle tasse. Generalmente le tasse dirette pesano sul vino, le indirette aggravano il povero. Una riduzione sopra una delle due categorie di balzelli deve essere accompagnata da una riduzione sull'altra. Il presidente direttore del governo locale annunziò la presentazione di due progetti di legge destinati a rimuovere le difficoltà relativamente al regolamento della questione delle tasse locali.

Come già fu annunziato, la Camera rimandò la continuazione di questo dibattimento alla seduta del 1° maggio. Il telegrafo ci ha già recato la notizia della rejezione della proposta presentata dal signor Smith.

Riferiamo le conchiusioni di un articolo del signor John Lemoinne sulla elezione del signor Barodet:

« Sono state sorpassate le nostre più gravi apprensioni e desse raddoppiano quando pensiamo all'effetto che produrrà nell'Assemblea il risultato delle nuove elezioni. È chiaro che il governo apparirà seriamente indebolito davanti una maggioranza già troppo ribelle alla voce della moderazione e della prudenza. Basta ricordarsi delle lotte giornaliere che il Presidente della Repubblica ebbe a sostenere nell'ultima sessione per far prevedere quelle che gli sovrastano. L'opera di pacificazione sì penosamente intrapresa è ancora più sfortunatamente compromessa. È facile parlare sdegnosamente della politica d'equilibrio, ma vorremmo ben sapere quale altra politica sarebbe oggi possibile senza andare a finire nella guerra civile. Si leggano i giornali bianchi ed i giornali rossi; fanno a gara per dire al signor Thiers: « su via, decidetevi, siate con noi, le nostre braccia vi sono aperte! » E queste parole significano: « portateci il braccio e la spada del potere esecutivo e cominciamo la battaglia. »

« È questo forse il dovere del governo? No. Il governo è arbitro, egli è giudice di pace. Il signor Thiers non può e non deve cedere a simili obiurgazioni. Noi siam vinti ma questa non è una ragione per mancare alla nostra parola. È un dovere d'onore e d'onestà pel governo di non far pagare ai repubblicani che l'hanno sostenuto il prezzo del loro coraggioso sacrifizio. Noi abbiamo anzi contratto un debito di gratitudine verso gli uomini che hanno avuto il raro coraggio di rompere i vincoli di tutta la loro vita e di affrontare l'impopolarità per sostenere la causa della giustizia e della savìezza. Noi speriamo dunque che il governo non si lasci punto trascinare nelle reazioni alle quali ha resistito fino ad ora, ma riconosciamo con profonda tristezza che il risultato delle elezioni è fatto per scoraggirlo e indebolirlo non meno che per esasperare gli impazienti dell'Assemblea. »

Il *Times* pubblica il seguente telegramma in data di Parigi 28 aprile:

« Vi sono state oggi varie adunanze private di membri dei diversi partiti, ciascuno d'essi credendo giunto il momento opportuno per esercitare la sua influenza sugli affari politici. Ma il governo sembra considerare con calma la sua posizione ed il signor Thiers avrebbe oggi detto a persona degna di fede:

« Io conserverò il mio ministero attuale. Il governo continuerà a preparare i progetti di legge costituzionali che egli sottoporrà alla Camera immediatamente dopo la ripresa dei suoi lavori. Questi progetti saranno redatti in un senso liberale ma conservatore. L'Assemblea pronunzierà essa sul loro merito.

« Certamente non posso essere soddisfatto della elezione del giorno 27. Ma ho sempre creduto che sarebbe difficilissimo in una città come Parigi lo eleggere un membro del governo. Sono affatto tranquillo e il voto di ieri non mi spingerà in alcuna guisa ad una politica estrema.

« Non ho alcun giudizio da esprimere sulla elezione medesima. Ma sono perfettamente certo che il paese non eleggerà una maggioranza radicale. Sopra le otto elezioni, che ebbero luogo nei dipartimenti, soltanto quattro sono radicali. Ma esistono dei centri di popolazione inaccessibili alla influenza della ragione.

« L'ordine materiale non fu turbato, e, se lo fosse stato, si avrebbe ben presto il convincimento che col disordine io non ischerzo. Mi affido che l'Assemblea comprenderà che è

arrivato per lei il momento di occuparsi di gravi affari, e che ella ed io continueremo a lavorare nell'interesse di tutti. »

Il signor Thiers avrebbe soggiunto: « Credo che, dissipate le prime impressioni sulla elezione di ieri, ciascuno ripiglierà la sua calma relativamente alle conseguenze dello squittinio, così come io ho ripresa la mia.

« Si assicura che il presidente abbia ricevute assicurazioni che la impressione prodotta all'estero dalle elezioni è stata meno sfavorevole di quanto si fosse supposto. »

La *Correspondance Havas* dice credersi che il governo presenterà all'Assemblea, non appena essa si riconvochi, i progetti di legge costituzionali che egli ebbe incarico di preparare. La esposizione dei motivi di questi progetti offerendo al governo una occasione naturalissima di enunciare la sua politica, si pensa che il signor Thiers non manderà alcun Messaggio all'Assemblea.

Nulla fa presagire una modificazione ministeriale. Tutto anzi annunzia che il gabinetto rimarrà composto così com'è attualmente, almeno fino a quando l'Assemblea abbia ripresi i suoi lavori.

Il ministro spagnuolo degli esteri, signor Castelar, diresse alle legazioni e agli ambasciatori di Spagna all'estero il seguente dispaccio telegrafico: « Madrid, 23 aprile, ad un'ora del mattino. Oggi doveva seguire la radunanza ordinaria della Commissione di permanenza. Numerosi battaglioni dell'antica milizia, convocati si ignora da chi, assembraronsi nella piazza dei Tori ed in altri luoghi della città. Comparvero bentosto ufficiali e generali in ritiro a capo dei battaglioni e in atteggiamento di ribellione. Il comparire di alcuni battaglioni di volontari della repubblica e di tutta la forza armata, ed anche il contegno della popolazione, dimostrarono ai ribelli la vanità del loro attentato; e costoro alle prime intimazioni, senza che pur si tirasse un colpo di fucile, deposero le armi, che furono ricevute dalle autorità costituite.

« Il governo fu acclamato con entusiasmo, e la condotta dei ribelli fu nello stesso tempo riprovata. L'ordine si mantenne, e ora si ha intiera fiducia che non verrà più turbato. Nessuna sventura è a deplorarsi. Il risultamento generale di questo tentativo di disordine riuscì tutto a vantaggio dell'autorità del governo, la cui prudente condotta fu grandemente lodata. »

## Sussidi a favore dei danneggiati dalle ultime inondazioni.

| | |
|---|---|
| Offerte già annunziate nel numero precedente . . . . , L. | 1,863,347 77 |
| Sottoscrizione apertasi al Paraguay fra gli Italiani residenti all'Assunzione e Villarica; compreso l'aggio sull'oro . . . . . . . . . . . . . » | 2,401 72 |
| Comune di Paganica (Aquila). » | 50 — |
| Id. di Sassa (id.) . . . . . . . . » | 40 — |
| Id. di Avezzano (id.) . . . . . . » | 25 — |
| Congregazione di carità di Posta (id.). . . . . . . . . . . » | 29 60 |
| Colletta fatta nel comune di Soragno (Parma) . . . . . . » | 104 65 |
| Id. in quello di Salsomaggiore (id.) . . . . . . . . . . . . . » | 35 30 |
| Offerta di alcuni professori dell'Università di Parma. . . » | 25 — |
| Totale L. | 1,866,059 04 |

## Dispacci elettrici privati

(AGENZIA STEFANI)

Londra, 2.

La Camera dei Lordi approvò in Comitato il progetto che crea una Corte Superiore d'appello.

La Camera dei Comuni continuò ieri a discutere la proposta di Smith, il quale domandò di conoscere le vedute del governo sul regolamento delle imposte dirette generali e locali, prima di decidere sulla diminuzione delle imposte indirette.

Parlarono Disraeli e Gladstone.

La proposta di Smith fu respinta senza discussione.

Il partito ministeriale accolse questo risultato con applausi prolungati.

Fulda, 2.

Le conferenze dei vescovi terminarono questa sera.

I vescovi partiranno questa notte o domani mattina.

È probabile che essi pubblichino una lettera pastorale comune ed una memoria concernente le leggi ecclesiastiche.

Nulla si sa circa le deliberazioni delle conferenze.

Madrid, 1°.

Un decreto nomina il generale Novillas ministro della guerra, in luogo di Acosta che ha dato le sue dimissioni, ed incarica il generale Pierrad di assumere interinalmente quel portafoglio durante l'assenza di Novillas.

Il marchese di Bouillé reclamò presso Castelar contro il progetto di demolire la chiesa della Mercede a Cadice, perchè una cappella di questa chiesa appartiene alla Francia.

È annunziata per domenica una dimostrazione degli intransigenti.

BORSA DI LONDRA — 2 aprile.

| | 30 | 2 |
|---|---|---|
| Consolidato inglese . . . . . . . | 93 5/8 | 93 5/8 |
| Rendita italiana . . . . . . . . . | 62 1/4 | 61 7/8 |
| Turco . . . . . . . . . . . . . | 54 3/8 | 54 1/2 |
| Spagnuolo . . . . . . . . . . . | 21 3/8 | 21 3/8 |

BORSA DI PARIGI — 2 maggio.

| | 1° | 2 |
|---|---|---|
| Prestito francese 5 0/0 . . . . . . | 88 70 | 89 55 |
| Rendita id. 3 0/0 . . . . . . | 54 — | 54 85 |
| Id. id. 5 0/0 . . . . . . | 86 25 | 87 15 |
| Id. italiana 5 0/0 . . . . . . | 62 45 | 62 60* |
| Id. id. . . . . . . | — — | 62 75** |
| Consolidato inglese . . . . . . | — — | 93 1/2 |
| Ferrovie Lombardo-Venete . . . | 450 — | 450 — |
| Banca di Francia . . . . . . . . | 4120 — | 4190 — |
| Ferrovie Romane . . . . . . . . | 95 — | 95 59 |
| Obbligazioni Romane . . . . . . | 167 | 167 — |
| Obbligaz. Ferr. Vitt. Em. 1863 . | 182 25 | 181 50 |
| Obbligaz. Ferrovie Meridionali . | 191 — | — — |
| Cambio sull'Italia . . . . . . . . | 15 — | 15 1/4 |
| Obbligaz. della Regia Tabacchi | 480 — | 480 — |
| Azioni id. id. | 806 — | 807 — |
| Londra, a vista. . . . . . . . . . | 25 33 1/2 | 25 36 1/2 |
| Aggio dell'oro per mille . . . . . | 4 1/2 | 4 1/4 |
| Banca franco-italiana . . . . . . | — — | — — |

* Liquidazione.
** 15 maggio.

BORSA DI VIENNA — 2 maggio.

| | 1° | 2 |
|---|---|---|
| Mobiliare. . . . . . . . . . . . | 322 75 | 321 50 |
| Lombarde . . . . . . . . . . . | 190 25 | 190 — |
| Banca anglo-austriaca. . . . . . | 285 — | 284 25 |
| Austriache . . . . . . . . . . . | 333 50 | 334 — |
| Banca Nazionale. . . . . . . . . | 942 — | 942 — |
| Napoleoni d'oro . . . . . . . . . | 8 73 1/2 | 8 74 |
| Cambio su Parigi. . . . . . . . . | 42 70 | 42 70 |
| Cambio su Londra . . . . . . . . | 109 — | 109 — |
| Rendita austriaca . . . . . . . . | 72 80 | 72 80 |
| Id. id. in carta . . . | 70 80 | 70 80 |
| Banca italo-austriaca . . . . . . | 164 25 | 164 — |
| Rendita italiana 5 0/0 . . . . . . | — — | — — |

BORSA DI FIRENZE 3 maggio.

| | | |
|---|---|---|
| Rendita 5 0/0 . . . . . . . . . . | 73 85 | fine mese |
| Napoleoni d'oro . . . . . . . . . | 23 20 | nominale |
| Londra 3 mesi . . . . . . . . . . | 29 05 | » |
| Francia, a vista . . . . . . . . . | 115 1/2 | » |
| Prestito Nazionale. . . . . . . . | 73 — | » |
| Azioni Tabacchi . . . . . . . . . | 910 — | » |
| Obbligazioni Tabacchi. . . . . . | — — | |
| Azioni della Banca Naz. (nuove) | 2427 1/2 | fine mese |
| Ferrovie Meridionali. . . . . . . | 486 1/2 | » |
| Obbligazioni id. . . . . . . . | 222 — | contanti |
| Buoni id. . . . . . . . | — — | » |
| Obbligazioni Ecclesiastiche . . . | — — | |
| Banca Toscana. . . . . . . . . . | 1720 — | nominale |
| Credito Mobiliare . . . . . . . . | 1160 — | fine mese |
| Banca Italo-Germanica . . . . . | — — | |
| Banca Generale . . . . . . . . . | — — | |

**Un Supplemento a questo numero contiene il seguito dell'Elenco n. 212 e tutto l'Elenco n. 213 delle pensioni liquidate dalla Corte dei conti a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.**

## MINISTERO DELLA MARINA.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO.

Firenze, 1° maggio 1873 (ore — —).

Leggera oscillazione del barometro in tutta la penisola e Sicilia. Abbassamento di 3 mm. in Sardegna. Cielo nuvoloso in alcuni paesi, sereno in altri, coperto a Cagliari. Venti leggeri di nord nell'Italia settentrionale; di mezzogiorno e libeccio forti ad Ancona, Urbino e Camerino; vari e deboli altrove. Mare tranquillo. Leggero aumento di temperatura in quasi tutta Italia. Tempo vario e alquanto turbato in dominio di venti di sud specialmente nell'Italia centrale e in molti punti della meridionale.

## LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 3 maggio 1873.

| VALORI | GODIMENTO | Valore nominale | CONTANTI Lettera | CONTANTI Danaro | FINE CORRENTE Lettera | FINE CORRENTE Danaro | FINE PROSSIMO Lettera | FINE PROSSIMO Danaro | Nominale |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rendita Italiana 5 0/0 .... | 1 genn. 73 | — | 73 25 | 73 20 | 73 35 | 73 30 | — — | — — | — |
| Detta detta 5 0/0.... | 1 luglio 73 | — | 71 20 | 71 15 | — — | — — | — — | — — | — |
| Detta detta 3 0/0.... | 1 aprile 73 | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Detta detta 3 0/0 ... | 1 ottob. 73 | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Prestito Nazionale........ | » | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Detto piccoli pezzi..... | » | — | — — | — — | — | — — | — — | — — | — |
| Detto stallonato ........ | » | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0 .............. | » | — | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Certificati sul Tesoro 5 0/0 | 1 aprile 73 | 537 50 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 512 |
| Detti Emiss. 1860-64 | » | — | 73 50 | 73 40 | — — | — — | — — | — — | — |
| Prestito Romano, Blount | » | — | 71 95 | 71 85 | — — | — — | — — | — — | — |
| Detto Rothschild....... | 1 dicem. 72 | — | 74 — | 73 90 | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Nazionale Italiana | 1 genn. 73 | 1000 | — — | — | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Romana............. | » | 1000 | 2320 | 2315 | 2325 | 2320 | — — | — — | — |
| Banca Nazionale Toscana | » | 1000 | — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Generale ........... | » | 500 | 564 50 | 564 — | 565 50 | 564 50 | — | — — | — |
| Banca Italo-Germanica.. | » | 500 | 547 — | 545 — | — — | — — | — — | — — | — |
| Banca Austro-Italiana ... | » | 500 | 468 50 | 468 — | — — | — — | — — | — | — |
| Banca Industriale e Commerciale .................... | » | 250 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Azioni Tabacchi........... | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni dette 6 0/0.. | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Strade Ferrate Romane.. | 1 ottob. 65 | 500 | — — | — | — — | — — | — — | — — | 120 |
| Obbligazioni dette......... | 1 genn. 73 | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 200 |
| SS. FF. Meridionali....... | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Obbligazioni delle SS. FF. Meridionali ............... | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Buoni Merid. 6 0/0 (oro) | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Società Romana delle Miniere di ferro ............. | 1 maggio 67 | 537 50 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Società Anglo-Rom. per l'illuminazione a gas .. | 1 genn. 73 | 500 | 560 — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Titoli provvisorii detta.. | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Gas di Civitavecchia...... | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Pio Ostiense................. | » | 430 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |
| Credito Immobiliare ...... | » | 500 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | 496 |
| Compagnia Fondiaria Italiana ......................... | » | 250 | — — | — — | — — | — — | — — | — — | — |

| CAMBI | GIORNI | LETTERA | DANARO | Nominale |
|---|---|---|---|---|
| Ancona ............... | 30 | — — | — — | — — |
| Bologna............... | 30 | — — | — — | — — |
| Firenze ............... | 30 | — — | — — | — — |
| Genova ............... | 30 | — — | — — | — — |
| Livorno ............... | 30 | — — | — — | — — |
| Milano............... | 30 | — — | — — | — — |
| Napoli............... | 30 | — — | — — | — — |
| Venezia ............... | 30 | — — | — — | — — |
| Parigi ............... | 90 | — — | — — | — — |
| Marsiglia ............ | 90 | 114 70 | 114 65 | — — |
| Lione ............... | 90 | — — | — — | — — |
| Londra............... | 90 | 29 10 | 29 — | — — |
| Augusta............... | 90 | — — | — — | — — |
| Vienna ............... | 90 | — — | — — | — — |
| Trieste ............... | 90 | — — | — — | — — |
| Oro, pezzi da 20 franchi.... | | 23 35 | 23 30 | — — |
| Sconto di Banca 5 p. 0/0 | | | | |

OSSERVAZIONI

*Prezzi fatti del 5 0/0*: 73 20 cont.; 73 35, 32 1/2, 30 27 1/2 fine.
Prestito Romano, Rothschild 73 95.
Banca Generale 563 75, 564 50, 565 fine; 564 cont.

*Il Deputato di Borsa*: O. SANSONI.
*Il Sindaco*: A. PIERI.

## ELENCO N. 212 *delle pensioni liquidate dalla Corte dei conti del Regno a favore d'impiegati civili e militari e loro famiglie.*

| N° d'ordine | COGNOME E NOME | DATA E LUOGO DELLA NASCITA | QUALITÀ | LEGGE APPLICATA | DATA DEL DECRETO di liquidazione | PENSIONE MONTARE | PENSIONE DECORRENZA | OSSERVAZIONI |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Canu Francesco . . . . . . . . . | 23 febbraio 1790 — Sassari | soldato nella Casa R. invalidi e comp. veter. di Asti | 27 giugno 1850 e 7 febb. 1865 | 31 ottobre 1871 | 372 » | 26 settemb. 1871 | a vita. |
| 2 | Giannetto don Francesco . . . . | 28 febbraio 1835 — Messina | cappellano militare, in aspettativa | 3 luglio 1871 | id. | 731 65 | 1 id. | id. |
| 3 | Manghenoni Giovanni Battista . . | 23 aprile 1825 — Bergamo | sottouffiziale nella Casa R. inv. e comp. veter. di Asti | 27 giugno 1850 e 7 febb. 1865 | id. | 425 » | 20 id. | id. |
| 4 | Bevacqua Domenico . . . . . . . | 18 aprile 1825 — Reggio Calabria | soldato in detta di Napoli | id. | id. | 306 » | 21 id. | id. |
| 5 | Baldanza don Onofrio. . . . . . | 17 agosto 1830 — Tropea | cappellano militare, in aspettativa | 3 luglio 1871 | id. | 766 63 | 1 id. | id. |
| 6 | Formisano Matilde. . . . . . . . | 19 gennaio 1829 — Napoli | vedova di Milone Giovanni, già furiere maggiore | 27 giugno 1850, n. 1049 | id. | 111 75 | 14 marzo 1871 | durante vedovanza. |
| 7 | Saponara Adelaide. . . . . . . . <br> Id. Amalia . . . . . . . . | 4 novembre 1829 — Id. <br> 23 settembre 1836 — Id. | orfane di Raffaele, già uffiziale dei ponti e strade, e di Dorotea Avezzana | Decr. Napol. 3 maggio 1816 | id. | 170 » | 30 ottobre 1870 | durante lo stato nubile e maritandosi avran dritto ad un'annata di pensione sulla propria quota. |
| 8 | Bruno cav. D. Francesco . . . . . | 27 maggio 1820 — Alghero | cappellano militare | 3 luglio 1871 | id. | 1631 59 | 1 settemb. 1871 | a vita. |
| 9 | Di Silverio Domenico. . . . . . . | 8 novembre 1818 — Fossacesia (mandamento di S. Vito, circondario di Lanciano) | soldato nella Casa R. invalidi e comp. vet. di Napoli | 27 giugno 1850 n. 1049, e 7 febbraio 1865 n. 2149 | id. | 306 » | 21 id. | id. |
| 10 | Borgino Paolo Giuseppe . . . . . | 4 settembre 1831 — Novara | guardia doganale scelta di mare | 13 maggio 1862 e 17 maggio 1863 | id. | 195 » | 16 id. | id. |
| 11 | Praitano Cesare . . . . . . . . . | 4 gennaio 1831 — Palermo | furiere nel reggimento fanteria | 27 giug. 1850 e 7 febb. 1865 | id. | 753 33 | 30 id. | id. |
| 12 | Trucchetti Giovanni Battista . . . | 22 febbraio 1835 — Torino | luogotenente nell'arma di cavalleria | 3 luglio 1871 | id. | 830 » | 16 id. | id. |
| 13 | Carbone Leopoldo . . . . . . . . | 7 maggio 1824 — Napoli | sottotenente nell'arma di fanteria | 25 maggio 1852 | id. | 600 » | 19 luglio 1871 | id. |
| 14 | Lavatelli Bernardo . . . . . . . | 24 aprile 1825 — Cerano (Novara) | guardia doganale comune sedentaria | 13 magg. 1862 e 17 magg. 1863 | id. | 360 » | 16 settemb. 1871 | id. |
| 15 | Gilardenghi Giovanni . . . . . . | 4 agosto 1824 — Rovera | sottobrigadiere doganale di mare | id. | id. | 420 » | id. | id. |
| 16 | De Simone don Giuseppe. . . . . | 29 novembre 1817 — Castelnuovo | cappellano militare | 3 luglio 1871 | id. | 1519 92 | 1 id. | id. |
| 17 | Manzo Gaetano . . . . . . . . . | 9 maggio 1831 — Napoli | ved. di Eger Carlo Federico, già capitano, pension. | Decr. Napol. 23 luglio 1858, relativo alla capitolazione del 4° reggimento Svizzeri | id. | 977 41 | 27 marzo 1871 | durante vedovanza. |
| 18 | Mattioli cav. Vittorio . . . . . . | 30 novembre 1827 — Orbetello | luogotenente colonnello | 27 giugno 1850 e 7 febb. 1865 | id. | 3200 » | 16 luglio 1871 | a vita. |
| 19 | Sabatino D. Francesco. . . . . . | 5 luglio 1813 — Lagonegro | cappellano militare, in aspettativa | 3 luglio 1871 | id. | 1200 » | 1 settemb. 1871 | id. |
| 20 | Rosa Gaetano. . . . . . . . . . | 12 aprile 1832 — Roma | commesso nel tribunale criminale di Roma | Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843 | 3 novemb. 1871 | 322 59 | 1 aprile 1871 | id. |
| 21 | Luciani Antonio. . . . . . . . . | 12 agosto 1827 — Ferrara | aspirante presso l'ufficio telegrafico pontificio di Sinigaglia | id. | id. | 129 » | 1 dicemb. 1870 | id. |
| 22 | Colombo Giuseppe. . . . . . . . | 13 dicembre 1809 — Lacco | commesso di stralcio al tribunale di commercio di Napoli | 14 aprile 1864 | id. | 880 » | 1 settemb. 1871 | id. |
| 23 | Mengarelli Vincenzo. . . . . . . | 12 ottobre 1804 — Civitavecchia | già capocustode presso la Casa di condanna di Civitavecchia | Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843 | id. | 251 55 | 1 aprile 1871 | id. |
| 24 | Valeri Carlo . . . . . . . . . . | 2 novembre 1818 — Grosseto | copista di stralcio al tribunale civile e corr. di Firenze | Reg. Tosc. 22 nov. 1849 | id. | 1100 73 | 1 ottobre 1871 | id. |
| 25 | Gabrielli Luigi . . . . . . . . . | 1 agosto 1798 — Sannino | custode carcerario | Motuprop. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843 | id. | 420 84 | 1 luglio 1871 | id. |
| 26 | Bigacci Filippo . . . . . . . . . | 26 maggio 1810 — Perugia | id. id. | id. | id. | 129 » | id. | id. |
| 27 | Corte Angiola Maria. . . . . . . | 12 febbraio 1835 — Borsoli | ved. di Lavagetti Gaetano, già impiegato alle ferrovie dello Stato ed ultimamente a quelle dell'Alta Italia | 14 maggio 1865 ed il regol. 15 dicembre 1862 | id. | 540 » | 15 marzo 1871 | durante vedovanza — di cui L. 406 82 a carico dello Stato, e 133 18 a carico della Ferrovia dell'Alta Italia. |
| 28 | Di Sapio o Sapio Vincenza . . . . | 12 luglio 1802 — Avellino | ved. di Giovanni Freda, già giudice di Gran Corte civile | Dec. Napol. 3 maggio 1816 | id. | 1062 50 | 1 giugno 1871 | durante vedovanza. |
| 29 | Mangano Giov. Angelo. . . . . . | 19 novembre 1828 - Civitavecchia | guardia di sanità marittima di 2ª classe | Motupr. pont. 1 magg. 1828 e l'Editto 28 giugno 1843 | id. | 214 45 | 1 aprile 1871 | a vita. |
| 30 | Mariani Luigi. . . . . . . . . . | 8 febbraio 1825 — Roma | impiegato al Monte di Pietà | id. | id. | 927 18 | 1 giugno 1871 | id. |
| 31 | Scoppetti Filippo . . . . . . . . | 23 febbraio 1818 — Velletri | sostituto cancelliere nell'assessorato legale di Velletri | id. | id. | 701 42 | 1 aprile 1871 | id. |
| 32 | Pierozzi G. Maria. . . . . . . . | 11 ottobre 1801 - Porto S Giorgio | custode del palazzo delle finanze in Roma | id. | id. | 1257 75 | 1 giugno 1871 | id. |
| 33 | Rubertelli Luigi. . . . . . . . . | 8 giugno 1821 — S Paolo | assistente locale del Genio militare | 14 aprile 1864 | id. | 1050 » | 16 marzo 1871 | id. |
| 34 | Carrari Girolamo . . . . . . . . | 15 settembre 1810 — Vigonovo | custode delle carceri giudiziarie di Padova | id. | id. | 746 » | 1 settemb. 1871 | id. |
| 35 | Gambini Filippo. . . . . . . . . | 6 ottobre 1806 — Roma | difensore dei rei presso il tribunale di Velletri | Motuprop. pont. 1 maggio 1828 e l'Editto 28 giugno 1843 | id. | 403 12 | 1 aprile 1871 | id. |
| 36 | Anastasio Pietro. . . . . . . . . | 14 gennaio 1814 — Amalfi | guardia daziaria del consumo di Napoli | 14 aprile 1864 ed il decr. 15 marzo 1871 nonchè la Convenzione col municipio di Napoli | id. | 437 » | 1 maggio 1869 | id. — di cui L. 286 84 a carico dello Stato, e 150 16 a carico del municipio di Napoli. |
| 37 | Ceraulo Francesco . . . . . . . . | 5 agosto 1805 — Palermo | uffiziale di 3ª cl. della disciolta Tesoreria di Sicilia, in disponibilità | 14 aprile 1864 | id. | 1300 » | — | per una sol volta. |
| 38 | Gattai Pietro . . . . . . . . . | 6 febbraio 1822 — Firenze | già applicato di pubblica sicurezza | id. | id. | 1040 » | 28 luglio 1871 | a vita. |
| 39 | Benelli Gio. Gismondo, Leonildo Polimando | 31 marzo 1823 — Montale | già stradiere del dazio consumo al servizio del municipio di Pistoja | Reg. Tosc. 22 novemb. 1849 e legge comunale | id. | 1392 77 | 1 agosto 1871 | id. — di cui L. 1051 95 a carico dello Stato, e 340 82 a carico del municipio di Pistoja. |
| 40 | Cintura Giacomo. . . . . . . . . | 31 dicembre 1816 — Cagliari | aiutante contabile di prima classe di artiglieria | 14 aprile 1864 | id. | 1440 » | 16 id. | a vita. |
| 41 |Viglioli Luigia . . . . . . . . . | 25 giugno 1810 — Parma | vedova di Schianchi Luigi, già usciere presso l'archivio governativo di Parma | Decr. Parmense 2 luglio 1822 | id. | 300 » | 24 settemb. 1871 | durante vedovanza. |
| 42 | Prota Gennaro . . . . . . . . . | 10 settembre 1809 — Napoli | commesso al tribunale civile e correzionale di Napoli | 14 aprile 1864 | id. | 720 » | 1 id. | a vita. |

*(Continua nel Supplemento)*

# STRADE FERRATE ROMANE

## Sunto del processo verbale dell'adunanza generale straordinaria del dì 30 aprile 1873.

La mattina del dì 30 aprile 1873, a ore 12 e 30 pomeridiane, la Società si riuniva in adunanza generale, a forma dell'avviso di convocazione del dì 24 marzo p. p. pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* N. 84, 85 e 86 del 25, 26 e 27 dello stesso mese.

Intervennero N. 169 persone, rappresentanti N. 73,348 azioni delle Strade Ferrate Romane e N. 25,847 azioni della già Società delle Ferrovie Livornesi, le quali azioni davano diritto nell'insieme a voti N. 7597.

Compiute le solite preliminari operazioni e letto il discorso del presidente, fu data lettura di una dichiarazione firmata da alcuni azionisti residenti a Berlino colla quale asserendo che l'avviso di convocazione della adunanza generale era stato tardivamente pubblicato colà ed a Parigi, protestavano della nullità dell'adunanza per pretesa violazione dell'articolo 22 dello statuto.

Avendo l'Adunanza, a proposta dell'azionista signor Ciampi, deliberato alla unanimità di passare all'ordine del giorno sulla protesta suaccennata, il signor marchese Incisa in nome della Commissione di 5 azionisti eletta nell'adunanza generale degli 11 marzo scorso, diede lettura della relazione intorno ai resultati dell'incarico ad essa affidato, concludendo col proporre all'Adunanza generale l'adozione del seguente schema di deliberazione:

" L'Assemblea,
" Udito il rapporto della Commissione dagli azionisti eletta nell'adunanza delli 11 marzo ultimo scorso,
" Delibera:
" Di prendere in considerazione ai termini dell'articolo 29 degli statuti le proposte di cessione dei diritti sociali e dei singoli azionisti per mezzo del riscatto e scioglimento e liquidazione della Società e rinvia alla generale adunanza da convocarsi nella seconda quindicina di giugno prossimo il discutere e deliberare definitivamente sulla proposta medesima. "

Alcuni azionisti portatori di azioni trentennarie, di azioni sostituite a quelle dell'antica Centrale toscana aventi prelazione, e di azioni comuni tanto nel loro interesse, quanto in quello di altri azionisti possessori di titoli suindicati dettero lettura di dichiarazioni scritte dirette a preservare i loro respettivi diritti di fronte alle deliberazioni che fossero a prendersi dall'Adunanza generale, e richiesero che queste dichiarazioni venissero trascritte nel processo verbale.

Dopo lunga ed animata discussione sulla deliberazione proposta dalla Commissione, l'azionista avv. Barsi presentò un ordine del giorno così concepito:

" Gli azionisti, respingendo le proposte della Commissione, mantengono alla medesima i poteri conferitile dall'Assemblea generale dell'11 marzo, per continuare a trattare col R. Governo, sia il riscatto, sia ogni altra combinazione col medesimo per migliorare la situazione della Società. "

Non essendo quest'ordine del giorno stato appoggiato, non fu luogo a discussione nè a deliberazione intorno al medesimo.

Quindi gli azionisti signori commend. Carlo Fenzi e avv. C. Ferraris proposero di aggiungere in fine della proposizione della Commissione il seguente paragrafo:

" Qualora la Commissione fosse in grado di poter fare altra proposta diversa da quella del riscatto per parte del Governo, dovrà presentarla nella stessa prima adunanza generale od altra anteriore per esser presa in prima considerazione, e per ogni effetto che di ragione si confermano gli opportuni poteri alla Commissione. "

Essendo stata domandata la votazione segreta su questa aggiunta, si passò ai voti per mezzo di palle bianche e nere, e l'aggiunta venne respinta con voti 5456 contro 1554.

Dopodichè messa ai voti col solito sistema di alzata e seduta la proposta della Commissione nei termini enunciati in principio, la medesima rimase approvata alla unanimità dei presenti, due soltanto essendosi astenuti, comecchè portatori di sole azioni garantite.

Firenze, 1° maggio 1873.

*Il Presidente* T. Mangani. — *Il Segretario* G. Garzoni.

2242

N. 12394

# R. PREFETTURA DI ROMA

*Lavori di adattamento a carcere giudiziario di parte del monastero di Regina Coeli, per L. 24,569 54*

## Incanto definitivo.

Nel termine utile a presentare la miglioria per l'appalto dei lavori suindicati, fu offerto il ribasso del 10 50 per cento sull'intera somma di L. 27,452, di guisa che nell'interesse del Ministero dell'interno, Direzione generale delle carceri, nel giorno 7 del corrente mese di maggio, alle ore 10 antimeridiane, si terrà pubblico incanto in questa prefettura, davanti l'illustrissimo signor prefetto o suo delegato, per l'appalto dei lavori di adattamento a carcere giudiziario di una parte del monastero di Regina Coeli in via della Lungara, in base della perizia delli 9 marzo 1872 e del capitolato 8 aprile 1872, redatti dal Genio civile governativo.

CONDIZIONI.

1° L'incanto sarà tenuto colle formalità prescritte dal regolamento di contabilità generale dello Stato 4 settembre 1870, col metodo dell'estinzione di candela vergine, e sarà aperto nella cifra di L. 24,569 54.

2° Per essere ammessi all'incanto è necessario:

*a*) La presentazione di un certificato d'idoneità ai lavori, rilasciato dal Genio civile governativo, di data non anteriore a sei mesi dal giorno dell'incanto.

*b*) La consegna di L. 1400 in numerario o biglietti di banca quale cauzione provvisoria per garanzia del contratto e spese del medesimo.

3° Il deliberatario all'atto della stipulazione del contratto dovrà rilasciare una cauzione definitiva di L. 2800, le quali potranno essere date anche con titoli di consolidato italiano, ragguagliati al valore di Borsa verificatosi nel giorno precedente alla stipulazione. Questa cauzione sarà restituita ad opera collaudata.

4° I lavori dovranno essere compiti entro il termine di giorni 60 naturali consecutivi a decorrere dal giorno della consegna; per ciascun giorno di ritardo sarà inflitta una penale di L. 30.

5° Il collaudo sarà fatto entro due mesi da computarsi dal giorno della completa e regolare ultimazione delle opere.

6° Il pagamento del prezzo di delibera sarà fatto in tre rate uguali, le prime due durante i lavori, la terza in base dello stato finale rilasciato dal direttore delle opere ed i detti pagamenti saranno eseguiti osservate le condizioni stabilite dall'articolo 33 del capitolato generale per gli appalti dei lavori pubblici di conto dello Stato approvato con decreto ministeriale delli 31 agosto 1870.

7° Tutte le spese d'incanto, avvisi, pubblicazioni, tasse, contratto, sono a carico del deliberatario.

La perizia ed il capitolato dei lavori trovansi depositati presso questa segreteria e saranno ostensibili a chiunque nelle ore d'ufficio.

Roma, 1° maggio 1873.

Per l'Ufficio di Prefettura
D. avv. PIANI.

2268

(2ª pubblicazione)

# BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

DIREZIONE GENERALE

## Avviso.

L'adunanza generale degli azionisti che per l'art. 8 dei Regi decreti 29 giugno 1865, n. 2376, e 20 gennaio 1867, n. 3532, deve esser tenuta annualmente presso la sede di Napoli, avrà luogo il giorno 13 del prossimo venturo maggio, ad un'ora pomeridiana, nei locali della Banca, palazzo Maddaloni.

Scopo di tale adunanza è la rinnovazione parziale del Consiglio di Reggenza di quella sede.

Hanno diritto d'intervenirvi tutti gli azionisti possessori da sei mesi almeno di un numero d'azioni non inferiore a quindici.

Firenze, 24 aprile 1873.

1977

# AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE DI ROMA

*Appalto dei lavori di sistemazione del tratto della via provinciale Ortana compreso fra la trincea detta di S. Rosella e il ponte di S. Rocco.*

## Avviso di secondo incanto definitivo

Essendosi ricevuta una offerta di ribasso del ventesimo sul prezzo di prima aggiudicazione in L. 63330 60 per l'appalto dei lavori suindicati, con che il prezzo stesso rimane ridotto a L. 60164 07, si rende noto che a termini del regolamento sulla contabilità dello Stato del 4 settembre 1870, innanzi l'ill.mo signor prefetto presidente della Deputazione Provinciale, o di chi lo rappresenta, il giorno 15 del prossimo mese di maggio alle ore 11 antimeridiane avrà luogo un nuovo e definitivo esperimento col metodo della candela nella segreteria della Deputazione situata in via Torre Argentina, N. 76.

Dipendentemente dagli avvisi d'asta pubblicati in data 30 marzo p. p. e 15 corrente gli offerenti dovranno depositare, come cauzione provvisoria, la somma di lire 2500 in moneta o biglietti di Banca aventi corso legale, e presentare il certificato d'idoneità rilasciato da un ingegnere dell'ufficio tecnico provinciale di Roma o del Regio Corpo del genio civile di data non anteriore di sei mesi a quella del presente avviso, ferme restando tutte le altre condizioni del primo avviso d'asta suddetto.

Roma, 30 aprile 1873.

Per ordine della Deputazione Provinciale
*Il Segretario Generale:* A. BOMPIANI.

2235

# SOCIETÀ DELLE STRADE FERRATE

## del Sud dell'Austria, della Venezia, della Lombardia, e dell'Italia Centrale

## Avviso.

I signori possessori di azioni sono avvisati che sulla proposta del Consiglio di amministrazione l'Assemblea generale degli azionisti ha fissato in lire it. 20 (venti) per ogni azione la cifra di dividendo per l'esercizio 1872.

Un acconto di L. 7 50 essendo stato distribuito nel p. p. mese di novembre, il saldo del dividendo, ossia L. 12 50 (dodici e centesimi cinquanta) per ogni azione sarà pagato a cominciare dal giorno 2 maggio 1873:

In **Torino**, presso la cassa della Società (Stazione di P. N.)
" **Firenze**, presso l'Agenzia di Città (via Nazionale, 12).
" **Milano**, presso il banchiere C. F. Brot (via Giardino, 14).
" **Roma**, presso i banchieri signor Good Padoa et C° (via in Aquiro, 40).

E nelle seguenti stazioni:

Alessandria, Acqui, Arona, Asti, Bologna, Bergamo, Brescia (Agenzia), Biella, Cremona, Cuneo, Casale, Chiavari, Chivasso, Carrara, Codogno, Ferrara, Genova P. P. ed Agenzia di Città, Ivrea, Lodi, Lucca, Mantova (Agenzia), Modena, Novara, Novi, Padova, Parma, Pavia, Piacenza, Pinerolo, Pistoja, Pescia, Pisa Centrale, Prato, Reggio, Rovigo, Savona, Savigliano, Spezia, Treviso, Tortona, Udine, Venezia ed Agenzia, Verona P. V., Valenza, Vercelli, Vicenza, Voghera, Voltri, Viareggio.

2257 — La Direzione Generale.

# INTENDENZA DI FINANZA DELLA PROV. DI CASERTA

## AVVISO DI CONCORSO.

Essendosi resa vacante la rivendita dei generi di privativa situata nel comune di Gaeta, al Borgo, la quale deve effettuare le leve dei generi suddetti dal magazzino di Gaeta, viene col presente avviso aperto il concorso pel conferimento della rivendita medesima da esercitarsi nella località suaccennata o sue adiacenze.

Lo smercio verificatosi presso la suddetta rivendita nell'anno precedente fu:

Riguardo ai tabacchi di . . . L. 5361 70
" ai sali di . . . . . " 134 46
E quindi in complesso di L. 5496 16

L'esercizio sarà conferito a norma del Reale decreto 2 settembre 1871, num. 459 (Serie seconda).

Chi intendesse di aspirarvi dovrà presentare a questa Intendenza la propria istanza in bollo da 50 centesimi, corredata dal certificato di buona condotta, degli attestati giudiziari e politici provanti che nessun pregiudizio sussiste a carico del ricorrente e da tutti i documenti provanti i titoli che potessero militare a suo favore.

I militari, gl'impiegati e le vedove, pensionati, dovranno aggiungere il decreto dal quale emerga l'importo della pensione di cui sono assistiti.

Il termine del concorso è fissato a tutto il giorno 31 maggio p. v.

Trascorso questo termine le istanze presentate non saranno prese in considerazione e verranno restituite al producente per non essere state presentate in tempo utile.

Le spese della pubblicazione del presente avviso e quelle per l'inserzione del medesimo nella *Gazzetta Ufficiale* e negli altri giornali a norma del menzionato decreto reale, si dovranno sostenere dal concessionario della rivendita.

Caserta, li 28 aprile 1873.

2224 — *L'Intendente:* DE CESARE.

### AVVISO. 2248

Si fa noto che dal giorno primo del corrente maggio, i signori Agostino e Marco Angelini hanno ceduto la loro bottega di abbacchiaro e tripparolo posta in Roma, in via del Gallo num. 10, ai signori soci Carlo e Giuseppe Angelini e Pietro Pietruccioli, rimanendo a carico dei cedenti tutte le passività verso i terzi che si trovassero nella detta bottega nel giorno della cessione.

Roma, 2 maggio 1873.

Teodorico Gentili proc.

### DELIBERAZIONE.

(2ª pubblicazione)

Il tribunale civile e correzionale di Napoli con deliberazione del 28 ottobre 1872 per la successione del defunto Luigi Forte ha ordinato alla Direzione Generale del Debito Pubblico Italiano che intesti libera e senza vincolo alcuno alla signora Francesca Forte fu Alessandro domiciliata in Napoli tanto l'annua rendita di lire cinque racchiusa nel certificato del ventiquattro gennaio mille ottocento sessantadue numero trecento trentanove, quanto l'annua rendita di lire tre e centesimi cinquanta, racchiusa nell'assegno provvisorio del detto dì ventiquattro gennaio mille ottocento sessantadue numero novantadue, intestati entrambi attualmente a Forte Francesca e Luigi di Alessandro, minori, sotto l'amministrazione del loro padre Alessandro. 1865

### ATTO DI NOTIFICAZIONE DI PROTESTO E CITAZIONE.

Io sottoscritto usciere del R. tribunale del commercio di Roma ho notificato al signor Antonelli Francesco d'ignoto domicilio il protesto elevato a carico di Domenico Giansanti Coluzzi per L. 2100 dal notaio Venuti il sedici del mese di aprile 1873 e quindi l'ho citato a richiesta sempre della Ditta Bancaria Marignoli e Tomassini a comparire avanti il tribunale di commercio di Roma il 6 maggio corrente ore dieci antimeridiane per sentirsi condannare al pagamento di L. 2100 spese tutte e frutti anche con l'arresto.

Inserito il presente oggi primo maggio 1873.

2232 — L'usciere: Giulio Berti.

### NOTIFICAZIONE. 2304

(3ª pubblicazione)

Si notifica che nella cancelleria della R. Pretura di Albano, dagli eredi figli del defunto Antonio Moriggi è stata emessa formale dichiarazione di rinuncia alla intestata eredità del medesimo.

### 2222 AVVISO D'ASTA.

**Aumento del sesto.**

Il cancelliere presso il tribunale civile e correzionale di Civitavecchia fa noto al pubblico che, nell'udienza del dì 29 cadente aprile essendosi proceduto allo incanto della casa da cielo a terra, posta in questa città nella via del Convento, controdistinta dai civici numeri 142 al 148, confinante da un lato col vecchio Convento, al di dietro col Convento nuovo, dall'altro lato con la chiesa di S. Antonio ed avanti con la pubblica strada, e segnata in mappa al num. 18, è rimasta aggiudicata al signor Francesco Vassalli creditore istante nel giudizio di subasta a danno dei PP. Conventuali di questa città, per la somma di lire diciottomila cinquecentodieci.

E siccome il termine per sovra imporre il sesto sul prezzo offerto scade il giorno quattordici venturo maggio, così si fa noto a chiunque vorrà concorrervi che per poter sovra imporre tale aumento è duopo che l'offerente adempia preventivamente a quanto vien prescritto dal 2° e 3° capoverso dell'art. 672 P. C. per mezzo di atto di deposito che sarà dalla cancelleria ricevuto giusta il successivo art. 680.

Dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale di Civitavecchia questo dì trenta aprile 1873.

Il cancelliere: Augusto Loretti.

### R. PRETURA DI VITERBO.

Il sottoscritto a mente dell'art. 955 Codice civile fa noto che la signora Francesca Frullani vedova del fu Stefano Zanobbi, domiciliata in questa città, con dichiarazione emessa in questa cancelleria in data 21 andante mese ha accettato col beneficio dell'inventario l'eredità toccata ai suoi figli minori Nazzareno, Emanuele, Antonio, Domenico, Giovanni e Maria, in virtù di testamento del defunto Stefano Zanobbi padre dei suddetti eredi.

Viterbo, 28 aprile 1873.

2180 — Il cancelliere: Ippoliti.

### Errata-Corrige.

Nell'inserzione num. 906 a firma di Giuseppe Veneziani pubblicata nei numeri 59 dei 28 febbraio 1873, num. 70 degli 11 marzo 1873, e num. 82 de' 23 marzo 1873, in luogo di leggersi: *Con decreto della seconda sezione del tribunale civile di Napoli dei 12 febbraio 1872*, deve leggersi: *Con decreto della 2ª sezione del tribunale civile di Napoli de' 12 febbraio 1873.*

### AVVISO. 2231

A tenore e per gli effetti di che allo art. 10 della legge 30 agosto 1868, numero 4577, rendesi pubblicamente noto che il Regio Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio sotto di 24 aprile ultimo scorso rilasciò a monsieur Alexander Legrand aîné di Fécamp (Francia), rappresentato dall'avv. Paolo Serafini di Livorno, un attestato di trascrizione per l'assunzione di marchi e segni distintivi di fabbrica, già usati in Francia, destinati a distinguere le bottiglie del vero liquore Benedittino da esso fabbricato a Fécamp. I detti segni distintivi furono già esposti nella Camera di commercio di Livorno a senso dell'articolo 8 della sopra citata legge.

### 2ª INSERZIONE.

Il tribunale civile di Torino, con suo provvedimento emanato in camera di consiglio del quattro aprile corrente, autorizzò la traslazione di cartelle del debito pubblico italiano consolidato 5 per cento creazione 1861 intestate a favore di *Cauda cav. colonnello Alessandro fu cav. Vincenzo domiciliato in Torino* ed aventi detti certificati li num. 1032, 1035, 1036, 1037, 1314, 142008, il 1° di lire 25 di rendita, il 2° di lire 200, il 3° di lire 110, il 4° di lire 450, il 5° di lire 1000 ed il 6° di lire 1500, a favore del maggior generale Cesare Cauda, erede unico del cavaliere Cauda Alessandro deceduto in Torino il 24 gennaio scorso, previo suo ultimo testamento olografo del 23 ottobre 1869 e presentato al notaio Albasio di Torino il 27 gennaio prossimo passato, e per esso della legataria signora Giulia Felicita Biernaska moglie del conte Gustavo Adolfo Laczynska residente a Torino, ed il loro tramutamento in cartelle al portatore da consegnarsi alla detta contessa Laczynska previa sua quitanza a rilasciare la quale fu autorizzata da precedente sentenza dello stesso tribunale del 4 marzo ultimo.

Torino, 7 aprile 1873.

1718 — Avv. Darbesio sost. Gili.

### DECRETO. 1772

(2ª pubblicazione)

Il R. tribunale civile e correzionale di Milano, sezione seconda,

Dichiara:

I. Essersi l'eredità del fu Giuseppe Pagani quondam Rocco già domiciliato in Milano, e morto in Como nel giorno 8 agosto 1871 devoluta in base al suo testamento 31 luglio 1865 per una metà ossia per 8/16 alla coistante Emilia Pestagalli Pagani fu Rocco, nubile, e per 1/16 cadauno agli altri coistanti Emilia, Camillo, Felice, Teresa, Carlo, Raffaela, Angiola e Salmala Tarelli del vivente ragioniere Raffaele, tutti maggiorenni, meno la Salmala, e domiciliati tutti in Milano.

II. Autorizzarsi conseguentemente la Direzione del Debito Pubblico del Regno a tramutare e rispettivamente trasferire dietro istanza dei su nominati eredi del fu Giuseppe Pagani *quondam* Rocco e per essi del loro procuratore dott. cav. Giuseppe Locati, i cinque certificati nominativi di rendita consolidato 5 p. 0/0 (cinque per cento) intestati a Pagani Giuseppe fu Rocco in data 4 giugno 1862, aventi i numeri 7030, 7031, 7032, 7033, 7034, dalla rendita di lire 50 cadauno, in titoli di simil rendita al portatore, sino a concorrenza di lire 230, di rendita, ed in altro certificato nominativo per l'annua rendita di lire 20, pagabile presso la R. Tesoreria in Milano, da intestarsi quest'ultimo certificato a Tarelli Salmala, nubile, minorenne, rappresentata dal padre ragioniere Raffaele Tarelli, domiciliata in Milano; — ed a rilasciare i nuovi titoli e certificato da emettersi in sostituzione come sopra ai su nominati eredi del fu ragioniere Giuseppe Pagani, e per esso al loro procuratore dott. Giuseppe Locati.

Milano, 20 marzo 1873.

Secco Suardo vicepres.
E. Sartorio vicecanc.

### ESTRATTO DI DECRETO. 1834

(2ª pubblicazione)

Il tribunale civile di Salerno con deliberazione del 19 marzo 1873 ha dichiarato Ferdinando de Martini unico e solo erede del defunto suo genitore Vincenzo; ed al medesimo doversi attribuire i due mandati uno di lire 2316 63 e l'altro di lire 23 57 intestati ad esso defunto Vincenzo de Martini, e che ora trovansi depositati presso la Cassa di depositi e prestiti.

Almerico Naddei proc.

### DELIBERAZIONE.

(2ª pubblicazione)

Il tribunale di Napoli con deliberazione del 2 aprile 1873 ordina al Debito Pubblico che tramuti il certificato di rendita di lire quaranta in testa al signor Gennaro Sperindeo fu Antonio al numero trentunomila cinquecentounò in altro certificato di egual somma in testa al signor Gaetano Sperindeo fu Gennaro.

Napoli, 18 aprile 1873.

1831 — Luca Rosati.

## AVVISO.

Il sottoscritto si reca a dovere di far noto al pubblico che fin dal giorno otto corrente egli *ha cessato per volontaria dimissione dall'essere Direttore* della Banca denominata di Associazione Mutua Romana tra gl'Industriali e Commercianti di Roma, Provincia e Umbria, residente in via del Foro Trajano, num. 25. E tanto il sottoscritto rende di pubblica ragione perchè essendo tuttora in corso dei buoni di cassa emessi dalla Banca suddetta, firmati da lui nella cessata qualifica di Direttore, non si abbia a credere che questa in lui tuttora perduri e ciò ad ogni effetto di legge.

Roma, 30 aprile 1873.

2239 — Fausto Compagnoni.

### Citazione per pubblici proclami.

L'anno mille ottocento settantatrè, il giorno primo maggio in Napoli,

Ad istanza di Maria Russo nubile, domiciliata in Napoli, strada Incoronata, n. 19, io Andrea Torelli usciere presso il tribunale civile di Napoli, ivi domiciliato per ragion della carica, ho citato per pubblici proclami, giusta l'autorizzazione impartita dal tribunale civile di Napoli nel 4 scorso aprile ai signori:

Angela Arcopinto, Michele Verde, Pietro Castagnetta, Fortunata Martinucci, Isabella Forgia, Teresa Maffese, Caterina Rossi, Raffaele Brandi, Riccardo Trionfi, Angelo Passaro, Luigia Pugliano, Pasqualina Comba, Concetta Magri, Vincenzo Capriolo, Concetta Ruggiero, Carmine Cangiani, Teresa Barbaro, Rosa Esposito, Rosaria Mennone, Teresa Bruttone, Gaetano Taffiarelli, Gennaro Carrino, Mariantonia Reale, Giuseppa Palombo, Elisabetta Lombardi, Giuseppe Varietti, Maria Fiuvio, Giuseppe Persico, Pasqualina Esposito, Luigi Montanaro, Marianna Lamberti, Metilda Meccarelli, Luisa Salvato, Carmela Farace, Carmela Crosio, Giuseppe Lambertazzi, Giovanna Marciano, Francesca Lauro, Vincenzo Boncino, Maria Candia, Raffaele Russo, Maria Guarracino, Rosa del Re, Rosa Ottaviano, Maria Sebastino, Luigi Russo, Raffaele Abbusto, Teresa Majerano, Ciro Tipaldi, Luigi Brunati, Marianna Pagani, Francesco Aprea, Giuseppe Mattei, Luigia Ricci, Raffaele Giardino, Marianna Darazione, Maria Davida, Giuseppe Belardi, Maria Apice, Maria Salvi, Rosa Carabelli, Rosa Pierantonio, Giuseppe Persico, Raffaele Celzo, Rachela Mola, Francesco Bruno, Giuseppe Albano, Giuseppe de Rogatis, Antonio Antoffi, Anna Petrillo, Antonio Marengo, Vincenzo Bona, Assunta Sorrentino, Maria Pallagrado, Luisa Cornacchio, Giuseppe Ricci, Caterina Avallone, Carolina Bolognino, Aniello Rumolo, Pasqualino Cutolo, Carmela Paladino, Francesco Tancredi, Francesco di Napoli, Crestina Amiranda, Anna Riunno, Vincenza Parisi, Giuseppe della Corte, Giuseppe Oliva, Anna Basile, Carlo Sivieri, Maria Morra, Concetta Mattiucci, Maria Tizzani, Francesco Scarpetti, Luigia Nappi, Fortunata Mirone, Erminia Buono, Raffaele Battilora, Domenico Caruso, Grazia Marra, Gennaro Cescelli, Rosa Ricciardi, Carolina Acquistapace, Maria Chianese, Arcangelo Sparapane, Anna Grimaldi, Mariantonia La Guardia, Anna Cuccaro, Francesca Rossi, Orsola Migliaccio, Concetta Sopra, Antonio Mambri, Vincenzo Picone, Brigida Giannone, Paola Nicotera, Angelo Vecchiariello, Vincenzo Capuano, Marianna Esposito, Orsola Gennese, Francesco Russo, Raffaela Jorio, Grazia Battista, Antonetta Fontana, Concetta Lauranti, Giuseppe Gentile, Teresa Paolantonio, Domenico Prisco, Giuseppa D'Agostino, Gaetana Errico, Francesco Chiaromonte, Vincenza Ventarola, Antonio de Rosa, Vincenza Esposito, Carmela Rosiello, Maria Mazza, Francesco Fragola, Maria Russo, Teresa Romano, Vincenzo Buono, Concetta Giraldi, Maria Coppola, Teresa Amato, Maria Pellegrino, Teresa Pirro, Carolina Mirengo, Vincenzo Punzo, Filomena Manzo, Giuseppe de Luca, Carolina Lignori, Carolina Oronzo, Luisa Mazza e Francesco Puntillo, tutti domiciliati nel circondario di Napoli, a comparire innanzi al tribunale civile di Napoli ed a quella sezione dove ricadrà la causa il mattino de' quattordici del corrente mese di maggio 1873, per sentir in via sommaria, come dal decreto presidenziale trascritto in piè di questo atto, emettere i seguenti provvedimenti di giustizia:

1° Dichiararsi decaduti tutti essi intimati dal riscattare gli effetti in oro, argento, rame, pannine, ferro, ed altro pignorati nella pubblica Agenzia della istante negli anni anteriori al 31 decembre 1872 per non essersi riscattati gli effetti stessi ne' tre mesi stabiliti ed contratti di pegno, e conformemente allo articolo terzo delle condizioni racchiuse nella licenza di pegnorazione della Regia Questura di Napoli.

2° Negli effetti autorizzarsi la istante a vendere, mercè pubblico incanto nelle forme di legge, i sopradetti effetti.

3° Autorizzarsi la istante di ritenere, prelevate le spese di vendita e quelle del presente giudizio, ed ogni altro accessorio dal prezzo che si trarrà dalla vendita di detti effetti le somme, delle quali ella va creditrice, giusta i registri, in conto, o in soddisfazione di tutti i suoi averi per sorte, ed interessi maturati, e maturandi.

4° Sentirsi condannare alle spese del giudizio, e compenso dovuto all'avvocato, liquidandosi con la medesima sentenza per economia di spese.

5° Munirsi la sentenza della clausola provvisionale non ostante appello, e senza cauzione.

Il signor Raffaele Ulmo procuratore legale presso detto tribunale civile domiciliato con l'avvocato Luigi Adinolfi, strada Annunziata, n. 3, procederà per la istante.

Il presidente del tribunale civile e correzionale di Napoli — Visto l'art. 389 Codice proc. civ. — Autorizza la presente citazione, in via sommaria per l'udienza del dì quattordici maggio prossimo, innanzi la sezione che sarà destinata, notificandosi il presente nel termine di legge. — Napoli, 29 aprile 1873. — Il presidente — Firmato Santamaria — Nocerito vicecancelliere.

2245 — Andrea Torelli usciere.

### ESTRATTO DI DECRETO.

(1ª pubblicazione)

Si deduce a pubblica notizia per ogni effetto di legge che il tribunale civile di Roma riunito in camera di consiglio il 14 aprile 1873, vista l'istanza promossa dalla signora Olimpia Pennino e i relativi documenti ha decretato quanto appresso:

Autorizza la Direzione Generale del Debito Pubblico ad intestare a favore della nominata Olimpia Pennino moglie di Antonio Cancellieri, domiciliata in Roma, i due certificati l'uno n. 57824 di lire 725 col relativo assegno provvisorio n. 8880 di cent. 62 intestato a D. Filippo Pennino, e l'altro n. 78022 di lire 60 col relativo assegno provvisorio n. 18044 di cent. 62 intestato a D. Filippo ed Olimpia Pennino, non che di pagare alla stessa Olimpia gli interessi maturati fino al 19 dicembre 1872 sugli altri certificati n. 57820 di lire 130 col relativo assegno provvisorio n. 8632 di lire 4 37 intestato al legato pio di messe nella chiesa di S. Paolo alla Regola: n. 56646 di lire 105 col relativo assegno provvisorio di lire 2 50 intestato al legato pio di messe nella chiesa di S. Francesco a Ripa: n. 62042 di lire 105 col relativo assegno provvisorio di lire 2 50, intestato al legato pio a favore della sagrestia Vaticana: n. 73320 di lire 50 col relativo assegno provvisorio n. 15517 di lire 3 75 intestato al legato pio di messe nella chiesa di S. Pietro in Montorio: n. 76479 di lire 50 col relativo assegno provvisorio di lire 3 75 intestato al legato pio di messe nella chiesa di S. Bonaventura; e numero 57825 di lire 265 col relativo assegno provvisorio n. 8631 di lire 3 75 intestato al legato pio nella chiesa di San Paolo alla Regola. 2197

# INTENDENZA DI FINANZA IN ROMA

## Avviso d'Asta.

Dovendosi provvedere all'appalto per la riscossione dei dazi di consumo governativi nel comune chiuso di Velletri, si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per anni due e mesi sei decorrendi dal 1° luglio 1873 al 31 dicembre 1875.

2. L'appaltatore dovrà provvedere anche alla riscossione delle addizionali e dazi comunali, dividendo col municipio le spese secondo i proventi rispettivi, a termini degli articoli 15 e 17 della legge 3 luglio 1864, n° 1827, e dell'art. 2 della legge 11 agosto 1870, e secondo le prescrizioni del regolamento generale sui dazi interni di consumo approvato col Reale decreto 25 aprile 1870, n° 5840 e dei capitoli d'onere.

3. Il canone annuo complessivo pel comune suddetto è di L. 28,000.

4. Gl'incanti si faranno per mezzo di schede segrete presso quest'Intendenza di finanza nei modi stabiliti dal regolamento approvato con Reale decreto 4 settembre 1870, n° 5852, aprendosi l'asta alle ore 2 pom. del giorno diciannove maggio prossimo venturo.

5. Chiunque intenda concorrere all'appalto deve unire alla scheda la prova di avere depositato nella Tesoreria provinciale a guarentigia dell'offerta stessa il sesto del canone annuo di L. 28,000, cioè L. 4667.

6. L'offerente dovrà inoltre nella scheda indicare il domicilio da lui eletto in Roma.

Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

7. L'asta verrà aperta sull'indicato canone di L. 28,000.

8. La scheda contenente il minimo prezzo di aggiudicazione sarà dal Ministero inviata alla Intendenza.

9. Presso questa intendenza e presso le sottoprefetture di Viterbo, Civitavecchia, Velletri e Frosinone saranno ostensibili i capitoli d'onere.

10. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 3 giugno prossimo, alle ore 2 pomeridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo.

11. Qualora vengano in tempo utile presentate offerte di aumento ammissibili si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto da tenersi col metodo dell'estinzione delle candele.

12. Seguita l'aggiudicazione definitiva si procederà alla stipulazione del contratto.

13. La cauzione del contratto, di cui al capitolo d'oneri, è di cinque dodicesimi del canone pel quale seguirà l'aggiudicazione.

14. La definitiva approvazione del contratto è riservata al Ministero delle Finanze.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capoluoghi di circondario e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, non che nel comune di Velletri.

Roma, 21 aprile 1873.

2256 — *L'Intendente:* CARIGNANI.

# BANCA DI COSTRUZIONI

## DI MILANO

Il Consiglio d'amministrazione della Banca di Costruzioni residente in Milano, per deliberazione presa nella seduta del giorno 8 aprile corrente, ed in adempimento di quanto prescrivono gli statuti sociali, convoca gli azionisti di detta Banca di Costruzioni in assemblea generale ordinaria pel giorno 25 maggio p. v., alle ore una pom., nel palazzo della Banca Nazionale in Milano, via Giardino, n. 6.

**Ordine del giorno:**

1° Relazione del Consiglio d'amministrazione.
2° Relazione dei censori.
3° Approvazione del bilancio al 31 dicembre 1872.
4° Proposta del Consiglio d'amministrazione per la retribuzione dei censori a sensi dell'art. 52 dello statuto.
5° Rinnovamento parziale del Consiglio d'amministrazione a sensi dell'art. 32 dello statuto e dell'art. 138 del vigente Codice di commercio.
6° Nomina dei tre revisori dei conti per l'anno 1873.

Si avverte che a sensi degli articoli 17, 18, 19, 23, 24, 29 dello statuto:

1° Hanno diritto di intervenire all'assemblea generale i soci proprietari di almeno venti azioni, che dovranno essere depositate nella cassa della **Banca Lombarda di depositi e conti correnti, in Milano, via Giardino, N. 7**, non più tardi delle ore 4 pomeridiane del giorno 15 maggio p. v.

2° Eseguito il deposito dei titoli, verrà consegnato all'azionista che ha fatto il deposito il biglietto di ammissione all'assemblea, nel quale sarà indicato il numero dei titoli depositati, e dei voti cui ha diritto.

3° Incominciando dal giorno successivo alla chiusura dell'assemblea verranno restituiti i titoli depositati contro consegna della relativa ricevuta.

4° L'azionista avente diritto di intervenire all'assemblea può farvisi rappresentare, e sarà valido a tale effetto il mandato espresso sul biglietto di ammissione, purchè il mandato sia conferito ad un azionista che abbia diritto di intervenire all'assemblea.

5° L'assemblea generale è validamente costituita mediante la presenza di 40 azionisti che rappresentino almeno la quinta parte delle azioni emesse.

6° Qualora nel giorno fissato per la convocazione non intervenga il numero degli azionisti prescritto dagli statuti, avrà luogo una seconda convocazione con intervallo dalla prima non maggiore di giorni 20, nella quale le deliberazioni prese sugli argomenti all'ordine del giorno di cui sopra saranno valide qualunque sia il numero dei soci presenti e delle azioni rappresentate.

7° Il biglietto d'ammissione rilasciato per la prima convocazione è valevole per la seconda.

8° Si ha diritto ad un voto per ogni 20 azioni, ma uno stesso individuo non può accumulare più di 5 voti, qualunque sia il numero delle azioni depositate, sia in proprio che come mandatario.

Milano, 15 aprile 1873.

*Il Presidente del Consiglio d'Amministrazione:* F. BRIOSCHI.
*Il Segretario Generale:* Ing. Augusto Vanotti.

2220

P. N. 21413.

# S. P. Q. R.

## NOTIFICAZIONE D'ASTA.

Volendosi concedere in appalto il servizio tipografico occorrente alla comunale Amministrazione ed agli Uffici tutti e Stabilimenti da essa dipendenti, s'invitano i tipografi ad esibire nella segreteria municipale fino al mezzodì del 21 maggio corrente le proprie offerte per esser prese in considerazione, osservate le condizioni seguenti:

1° L'appalto è subordinato a tutte le prescrizioni contenute tanto nel regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, quanto nel capitolato specialmente redatto, e dalle competenti Autorità sanzionato.

2° La durata dell'appalto è di un sessennio, da aver principio col giorno 1° luglio prossimo, rescindibile però alla fine del primo triennio previo legale diffidamento da trasmettersi, da quella delle parti cui non ne piacesse la continuazione, sei mesi prima della scadenza del triennio medesimo.

3° Gli oblatori dovranno presentare l'offerta scritta in carta da bollo, colla elezione del domicilio in Roma, e colla indicazione in lettere del ribasso che intende farsi sui prezzi risultanti dalle tariffe unite al capitolato speciale.

4° Ad ogni offerta debbono unirsi i certificati comprovanti la idoneità, la solvibilità, e le altre condizioni volute dal regolamento suddetto, non che la fede del deposito interinale di lire 1000, eseguito nella Cassa comunale a garanzia dell'offerta.

Il deliberatario definitivo dovrà portare una cauzione di lire 12,000, e versare presso il sottoscritto lire 1000 per le spese relative.

5° Il comune si riserva di prescegliere quella offerta che crederà sotto tutti i vari riflessi più utile, e di sperimentare la pubblica gara sulla base di quella che avesse riputata migliore.

6° Le spese d'asta e quelle occorribili pel conseguente contratto sono a carico del deliberatario definitivo.

7° Il capitolato parziale colle annesse tariffe ed i campioni delle varie qualità di carte sono visibili nella segreteria comunale dalle ore 9 antimeridiane alle 4 pomeridiane di ciascun giorno.

Dal Campidoglio li 2 maggio 1873.

*Il Segretario Generale:* GIUSEPPE FALCIONI.

2259

# SOCIETÀ DELLA MINIERA DI MONDALDO-MONDOVÌ

## Avviso di 2ª convocazione dell'Assemblea generale ordinaria

**IN TORINO**

Gli azionisti convocati dal Consiglio d'amministrazione il 21 aprile p. p. non essendo intervenuti in numero legale, sono riconvocati pel giorno 21 maggio corrente, alle ore 2 pomeridiane, in Torino, negli uffizi della Direzione Generale, via Carlo Alberto, n° 24.

A tenore dello statuto sociale hanno diritto d'intervenire quelli azionisti che, almeno possessori di cinque azioni, ne avranno fatto il deposito due giorni prima di quello fissato per l'assemblea, presso la cassa della Società (art. 26 dello statuto sociale).

**L'ordine del giorno**

sul quale l'Assemblea è invitata a deliberare è il seguente:

1° Approvazione del resoconto dell'esercizio 1872.
2° Rinnovazione di cinque consiglieri restanti (art. 13 dello statuto).
3° Progetto di vendita di minerale.
4° Progetto di costruzione di un alto forno fusorio ed edifici relativi.
5° Acquisto di selve per combustibile.

Le deliberazioni prese in questa 2ª riunione saranno valevoli qualunque sia il numero degli azionisti presenti e delle azioni rappresentate (art. 32, ultimo alinea, dello statuto sociale).

Torino, 1° maggio 1873.

2266 — Il Consiglio d'Amministrazione.

FEA ENRICO, Gerente. — ROMA — Tip. Eredi Botta, Via de' Lucchesi, 4.